

RAPPORT DU CONSEIL
DE L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-QUATRIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 31 (A/34/31)



NATIONS UNIES

New York, 1979

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

/ORIGINAL : ANGLAIS/

/7 août 1979/

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
RAPPORT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES	1 - 32	1
ANNEXES		
I. Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies		7
II. Membres du Comité pour la désignation d'un nouveau Recteur		9
III. Bureau du Conseil de l'Université des Nations Unies		10
IV. Rapport du Recteur au Conseil de l'Université des Nations Unies (juillet 1978 - juin 1979)		11
V. Membres des comités consultatifs des programmes et coordonnateurs des programmes et projets de l'Université des Nations Unies		80
VI. Membres du personnel de l'Université des Nations Unies		85
VII. Avis du Conseil de l'Université des Nations Unies au sujet de la proposition de la République du Costa Rica visant à créer une université pour la paix		86

RAPPORT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

1. Le Conseil de l'Université des Nations Unies a tenu ses onzième et douzième sessions à Tokyo, du 4 au 8 décembre 1978 et du 25 au 29 juin 1979, respectivement. Au cours de l'année 1978-1979, il s'est réuni 10 jours au total pour examiner les programmes de l'Université, les problèmes qui se posent à elle et la façon dont elle fonctionne. En outre, le Comité pour la désignation d'un nouveau Recteur, présidé par le Président du Conseil, s'est réuni plusieurs fois à Tokyo ainsi qu'à Genève, et le Président et d'autres membres du Comité ont eu de nombreuses consultations, tant en personne que par correspondance, au sujet de candidatures possibles. (Une liste des membres du Conseil et du Comité pour la désignation d'un nouveau Recteur figure ci-après aux Annexes I et II.

2. Après avoir accepté la démission de M. Marcel Roche de ses fonctions de Président, le Conseil à sa onzième session en décembre 1978, a élu à l'unanimité son nouveau président, Mme Ines Wesley Tanaskovic, dont le mandat a pris effet à la fin de la session. Au cours de cette même session, le Conseil a également élu à l'unanimité Mme Estefania Aldaba-Lim et M. Carlos Chagas vice-présidents du Conseil. (Voir la liste complète des membres du Bureau, des comités permanents et de leurs présidents à l'Annexe III ci-après).

3. A sa session de juin 1979, le Conseil a reçu, étudié et discuté le Rapport du Recteur (Voir ci-après annexe IV).

4. Le Conseil attire l'attention sur les progrès considérables réalisés au cours de l'année écoulée par l'Université : extension de ses activités, renforcement de l'interaction entre ses trois programmes et amélioration appréciable encore qu'insuffisante de sa situation financière grâce au Fonds de dotation.

5. Le Conseil se félicite de l'extension des activités de l'Université et de l'interaction croissante de ses trois programmes - Programme mondial contre la faim, Programme de développement humain et social et Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles - ainsi qu'en témoignent les faits suivants :

a) L'Université a signé avec 9 institutions des accords les associant à ses activités de formation avancée et de recherche; le nombre d'institutions associées atteint désormais 23. Quinze de ces institutions se trouvent dans des pays en développement et 8 dans des pays industrialisés.

b) Quelque 1 400 savants, chercheurs et hauts fonctionnaires ont participé à divers types de réunions scientifiques et spécialisées organisées par l'Université : 49 réunions ont été organisées dans 26 pays au titre des programmes et les deux dernières réunions consultatives, tenues à Accra et à Nairobi en mars, ont réuni 150 universitaires ou hauts fonctionnaires venant de 22 pays africains. Ces réunions consultatives étaient les dernières d'une série de 14 dont la première a eu lieu en 1976 et dont le but était de faire connaître la nature et les premiers programmes de l'Université à la communauté universitaire mondiale.

c) Trente et un boursiers de l'Université des Nations Unies ont terminé leur formation pendant l'année écoulée et travaillent désormais dans leur institution d'origine, dans un pays en développement; l'Université s'efforce ainsi d'atteindre l'un de ses objectifs qui est de renforcer les ressources universitaires et scientifiques du monde en développement. Près de la moitié des bourses de l'Université des Nations Unies accordées au cours des trois dernières années ont débuté pendant l'année écoulée.

d) Il existe désormais seize réseaux, quatre au titre du Programme mondial contre la faim, cinq au titre du Programme de développement humain et social et sept nouveaux réseaux au titre du Programme sur les ressources naturelles. Ces réseaux mettent en communication des savants et des chercheurs de 60 pays qui travaillent sur ces projets et s'attaquent ensemble aux problèmes qui transcendent les frontières nationales.

e) L'interaction entre les programmes a considérablement progressé grâce à la mise en route d'activités communes aux trois programmes de l'Université : i) Une évaluation des travaux dans le domaine de la conversion de la biomasse, à la faveur de journées d'étude organisées en novembre 1978 au Guatemala par le Programme mondial contre la faim et le Programme sur les ressources naturelles (voir l'annexe IV, par.51); ii) Un examen du problème de l'identification des divers buts, processus et indicateurs de la politique de l'alimentation et de la nutrition mené par le Programme mondial contre la faim et le Programme de développement humain et social, au cours de journées d'étude qui ont eu lieu au Massachusetts Institute of Technology, à Cambridge (Massachusetts), en mars 1979 (voir l'annexe IV, par. 51); iii) Des activités de recherche et de formation sur les systèmes de conservation solaire des aliments pour les communautés rurales entreprises par le Programme mondial contre la faim et le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles; et iv) Des activités de recherche sur les systèmes de ressources et la technologie traditionnelle, entreprises par le Programme de développement humain et social et le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles. Le Conseil attache la plus grande importance à l'interaction entre les programmes au niveau de projets particuliers.

f) L'Université a lancé deux nouveaux périodiques qui ont été largement diffusés : le Food and Nutrition Bulletin (WHFNB-2/UNUP-19) trimestriel, et ASSET (Abstracts of Selected Solar Energy Technology) (NRAS-2/UNUP-39), mensuel.

g) Trente ouvrages, destinés à informer les savants et les chercheurs des programmes de l'Université ont été publiés. Le Conseil a noté en particulier la publication du premier rapport technique du Programme mondial contre la faim, Protein-Energy Requirements under Conditions Prevailing in Developing Countries : Current Knowledge and Research Needs et du premier ouvrage d'une série consacrée à l'expérience japonaise en matière de transfert des techniques.

6. Le Conseil a jugé tout à fait encourageant le soutien financier permanent du Gouvernement japonais dont les contributions s'élèvent maintenant au total à 80 millions de dollars, et l'élargissement de la base de revenus dont dispose le Fonds de dotation grâce aux contributions annoncées par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (5 millions de livres sterling - environ 10 millions de dollars), par la République fédérale d'Allemagne (8 millions de Deutsche mark - soit environ 4,4 millions de dollars) et par la Thaïlande (0,5 million de dollars). Au cours de l'année écoulée, 17 autres pays ont annoncé ou versé des contributions

annuelles. Au total, 26 gouvernements ont à ce jour annoncé ou versé des contributions dont le montant total s'élève à 142,4 millions de dollars des Etats-Unis au titre du Fonds de dotation et du Fonds de fonctionnement de l'Université. Néanmoins, le Conseil souligne avec force qu'il est indispensable d'élargir encore le soutien financier apporté à l'Université afin que celle-ci soit à même d'atteindre ses objectifs.

7. Le Conseil a entendu un compte rendu oral du Recteur sur la visite de 12 jours qu'il avait faite en République populaire de Chine en mai 1979, sur l'invitation de l'Académie chinoise des sciences sociales de Beijing. Ce voyage témoigne de l'intérêt croissant manifesté par la République populaire chinoise et la communauté scientifique et universitaire de ce pays pour les activités de l'Université. Le Recteur était accompagné des vice-recteurs.

8. Le Conseil a affirmé à nouveau sa confiance dans les grandes orientations définies par l'Université : a) centrer ses programmes sur des aspects des grands problèmes mondiaux dont l'examen peut progresser grâce au travail collectif de savants et de chercheurs des différentes régions du monde; b) combiner les connaissances acquises dans différentes disciplines afin d'essayer de trouver des solutions pratiques à certains problèmes mondiaux; c) s'associer avec d'autres institutions et organisations internationales s'occupant de la famine, du développement et des ressources naturelles.

9. Le Conseil estime cependant que de nouvelles mesures doivent encore être prises afin que l'Université renforce la spécificité de ses méthodes en combinant l'analyse des problèmes, la diffusion des connaissances, la formation et une action efficace à la base. Le Conseil examinera les mesures à prendre lors de sa prochaine session.

10. Ainsi qu'il était indiqué dans le précédent rapport du Conseil à l'Université n'existant que depuis peu, il n'est pas possible d'évaluer pleinement les résultats de ses trois programmes et de la plupart des projets qui les composent. Le Conseil est d'avis néanmoins qu'il est temps d'envisager des propositions à moyen terme concernant le développement futur de l'Université, en tenant compte de ses objectifs tels qu'ils sont énoncés dans la Charte et des options envisageables en fonction des ressources disponibles. Il se propose d'étudier cette question plus à fond à sa quatorzième session et demande que la documentation pertinente soit préparée.

11. Le Conseil a examiné un rapport important établi par le Recteur sur les liens existant d'une part entre les programmes de l'Université, l'accent étant mis sur leurs conceptions et leurs caractéristiques communes, et d'autre part, les principes qui sous-tendent les politiques de l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils ont été énoncés dans la Charte des Nations Unies, trois documents sur les droits universels de la personne humaine, le document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution S/10- de l'Assemblée générale) et quatre résolutions de l'Assemblée générale relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Il a pris note des incidences que le rapport du Recteur aura sur les programmes eu égard à l'expérience acquise dans les programmes en cours et à l'élaboration éventuelle de nouveaux

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No. 31 (A/33/31), par. 29.

programmes. Il les examinera de façon plus approfondie à la lumière du rapport plus détaillé qui lui sera présenté à sa prochaine session.

12. Le Conseil attire l'attention sur l'importance des activités réalisées dans le cadre de ses trois programmes au cours de l'année écoulée et note qu'elles n'ont pas atteint le même stade de réalisation et que chaque programme a élaboré ses propres méthodes de réalisation en fonction de ses intérêts et de ses besoins particuliers.

a) Programme mondial contre la faim

13. Ce programme est devenu opérationnel en 1976 et en juin 1979, les institutions associées étaient au nombre de neuf. Un accord a été passé avec l'Institut national de recherche alimentaire au Japon pour la formation de chercheurs, et des accords vont être signés avec des institutions de Colombie et des Pays-Bas.

14. Près de 95 boursiers de l'Université des Nations Unies ont été octroyés à ce jour et plus de 40 boursiers et 30 boursiers en gestion ont achevé leur formation. Les projets de recherche sur les politiques de l'alimentation et de la nutrition, sur la conservation des aliments après les récoltes et sur les besoins nutritionnels humains dans les pays en développement bénéficient du concours du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, de l'Inde, de l'Indonésie, du Mexique, des Philippines, de la République de Corée, de la Thaïlande et du Venezuela.

15. Une coopération étroite a été maintenue avec la FAO, L'OMS, l'UNESCO et le FISE et des accords de coopération vont être signés avec l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Les trois premiers numéros du Food and Nutrition Bulletin publié par le Programme mondial contre la faim ont reçu un accueil favorable.

16. Ainsi qu'il est indiqué plus haut, le premier rapport technique du programme, intitulé Protein-Energy Requirements a été distribué.

17. Une quatrième série de journées d'étude sur les relations entre l'agriculture, la science de l'alimentation et la nutrition s'est déroulée à Guatemala (Guatemala) du 6 au 10 novembre 1978, et des journées d'étude sur la nutrition et la fécondité ont eu lieu à Lomé (Togo) du 7 au 12 mai. Des dispositions ont été prises pour que certains Comités de l'Union internationale des sciences de la nutrition (ISN) et de l'Union internationale des sciences et techniques alimentaires réalisent des activités précises en vue d'atteindre les objectifs du Programme mondial contre la faim.

b) Programme de développement humain et social

18. Le Programme de développement humain et social, qui en est à sa troisième année, se divise en deux grands sous-programmes : "Problématique du développement" et "Technologie et développement". La réalisation de ces sous-programmes repose sur la création d'une tribune critique; où des représentants de différentes écoles de pensée sont réunis afin d'analyser les forces économiques, sociales, politiques et culturelles qui influent sur le processus de développement et d'approfondir les discussions sur la recherche de nouvelles stratégies de développement.

19. On a poursuivi les quatre projets de recherche initiaux et trois nouveaux projets, qui vont d'études détaillées au niveau des villages à des analyses mondiales. En outre, des études sur les conséquences sociales et culturelles du transfert des techniques au Japon ont été réalisées.

20. Huit séries de journées d'étude consacrées à des thèmes particuliers et deux colloques régionaux ont été organisés en coopération avec des universités et instituts internationaux, régionaux et nationaux et plus de 200 notes et documents de recherche en passe d'être publiés ont été soumis et examinés par les unités de recherche des différents réseaux. Durant la même période, les consultations et la coopération avec différents organismes des Nations Unies, en particulier l'UNESCO, l'UNITAR et l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social ont contribué à faire avancer la réalisation du Programme et permis d'harmoniser ses activités avec les travaux de ces organismes.

c) Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

21. Le programme sur les ressources naturelles n'a été effectivement mis en place qu'au cours de la période considérée : il s'agit d'un programme ambitieux tant par sa portée que par son champ d'application géographique; les activités entreprises concernent la base écologique du développement rural dans les régions tropicales humides, l'évaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides et l'énergie pour les communautés rurales.

22. Entre le lancement du programme, en 1977, et le début de la période sur laquelle porte le présent rapport annuel (1er juillet 1978), on s'est efforcé surtout d'identifier des projets susceptibles d'être réalisés dans ces vastes domaines et d'explorer les possibilités afin de déterminer quels problèmes et quelles questions devaient être étudiés et où les activités de recherche et de formation pouvaient être menées dans les meilleures conditions.

23. Au cours de l'année considérée, le nombre des institutions associées est passé de un à neuf. Des journées d'étude scientifique ont été organisées dans six d'entre elles. Une importante conférence sur les options énergétiques s'est déroulée au East-West Center de Honolulu (Hawaii, Etats-Unis d'Amérique), du 9 au 12 janvier 1979, sous l'égide de l'Université.

24. Le programme de bourses a bien progressé et le personnel du programme ou des consultants ont effectué des missions exploratoires dans plus de 30 pays. Dix unités de recherche et de formation ont été créées et on envisage d'en créer neuf autres. Six numéros du mensuel ASSET ont été publiés et envoyés à près de 200 institutions.

25. A tous les stades de la planification et de l'exécution des projets, le Programme sur les ressources naturelles n'a jamais perdu de vue les autres programmes internationaux afin d'éviter les doubles emplois. Il a travaillé en coopération avec l'UNESCO, la FAO, le PNUD, le PNUE et d'autres organismes, en particulier l'Union géographique internationale et le Comité scientifique chargé des problèmes de l'environnement.

26. Le Conseil se félicite de l'attention accrue qui a été accordée au cours de l'année à l'interaction entre ces trois programmes et souligne qu'en l'absence d'une interaction à tous les niveaux - y compris au niveau local - les problèmes réels de développement ne sauraient être abordés efficacement. Il convient de combiner compétences et techniques.

27. Le Conseil juge encourageant l'intérêt croissant témoigné par les médias et par les dirigeants par suite des efforts redoublés déployés par l'Université pour faire mieux connaître et comprendre son rôle particulier. Il estime néanmoins que ces efforts doivent être poursuivis afin de faire connaître au public les travaux de l'Université et l'appui croissant qu'elle recueille. Du point de vue financier, les contributions annoncées ou versées en 1978-1979 se sont élevées à environ 28 millions de dollars contre 16 millions en 1977-1978 et, se fondant sur l'expérience acquise en matière de collecte de fonds, le Conseil a examiné et précisé les stratégies qu'il entend suivre pour les futures collectes de fonds dans différentes régions du monde.

28. Le Conseil estime que l'Université a maintenant atteint le stade où elle doit pouvoir, avec seulement quelques administrateurs de plus, continuer à développer les activités de ses programmes dans le monde entier et entreprendre de nouveaux programmes si des ressources financières adéquates sont mises à sa disposition. La nécessité d'entreprendre de nouveaux programmes, particulièrement dans les pays en développement, a été soulignée à plusieurs reprises lors de conférences comme les réunions consultatives tenues à Accra et Nairobi en mars 1979.

29. Le Conseil a approuvé un certain nombre de directives concernant ses futurs contrats d'édition notamment en ce qui concerne les ouvrages de recherche. Il a réaffirmé qu'il resterait, autant que faire se peut, fidèle à sa politique en ayant recours aux publications spécialisées et autres existantes.

30. Le Conseil a examiné attentivement la résolution 33/109 de l'Assemblée générale par laquelle l'Assemblée priait le Secrétaire général de transmettre le texte de la proposition du Président du Costa Rica tendant à créer une université pour la paix et le texte de la résolution 33/109 à la cent septième session du Conseil exécutif de l'UNESCO. Il a accueilli une délégation costa-ricienne ayant à sa tête le Vice-Président du Costa Rica, qui a expliqué l'initiative de son pays. Le Conseil a élaboré une déclaration dont le texte intégral figure à l'annexe VII.

31. Le Conseil a étudié quel devait être le mode de participation et l'importance de la représentation de l'Université des Nations Unies à l'importante Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement qui doit avoir lieu à Vienne au cours de l'été 1979. Il a souligné que l'Université des Nations Unies devait apporter une contribution originale non seulement au Colloque qui précéderait la Conférence mais également aux travaux de la Conférence proprement dite.

32. Au cours d'une séance privée, le Conseil a reçu un rapport du Comité qu'il avait nommé pour sélectionner les candidatures au poste de Recteur. Il a décidé de tenir une session supplémentaire (la treizième session) en octobre afin d'achever l'examen de cette question et de tenir sa quatorzième session en décembre 1979.

ANNEXE I

Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies

Membres nommés

- Mme Ines Wesley Tanascovic, Commission nationale yougoslave pour l'UNESCO, professeur d'informatique, Académie de médecine, Belgrade (Yougoslavie) (Présidente)
- M. Jacob Festus Ade-Ajayi, ancien vice-chancelier de l'Université de Lagos, Lagos (Nigéria), et ancien Président du Conseil de l'Université des Nations Unies (1976-1977)
- Mme Estefania Aladaba-Lim, représentante spéciale pour l'Année internationale de l'enfant du FISE, New York (Etats-Unis d'Amérique), et ancienne Vice-Présidente de l'Université féminine des Philippines (Vice-Présidente)
- M. Pawel Bozyk, professeur d'économie à l'Ecole centrale de planification et de statistique de Varsovie (Pologne)
- Lord Briggs, principal de Worcester College de l'Université d'Oxford, Oxford (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- M. Carlos Chagas, directeur de l'Institut de biophysique de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, Rio de Janeiro (Brésil) (Vice-Président)
- M. Wilbert Kumaliya Chagula, ambassadeur, mission permanente de la Tanzanie auprès des Nations Unies, Genève, et ancien ministre des affaires communautaires, Arusha (République-Unie de Tanzanie)
- M. Jean Coulomb, ancien président de l'Académie des sciences de Paris (France)
- M. Shams E. El-Wakil, ambassadeur, représentant permanent de la République arabe d'Egypte auprès de l'UNESCO, Paris (France) et ancien Président de l'Université arabe de Beyrouth
- M. Roger Gaudry, président de l'Association internationale des universités, Montréal (Canada), ancien Recteur de l'Université de Montréal et ancien Président du Conseil de l'Université des Nations Unies (1974-1975)
- M. Hans Löwbeer, chancelier des universités suédoises, Stockholm (Suède)
- M. Felipe E. MacGregor, ancien Recteur de l'Université catholique de Lima (Pérou)
- M. Yoshinori Maeda, ancien Président de la Société de Radiotélévision japonaise, Tokyo (Japon)
- M. Abdelsalam Majali, ministre de l'éducation et Ministre d'Etat attaché au Cabinet du Premier Ministre, Amman (Jordanie), et ancien Président de l'Université de Jordanie (Vice-Président)
- M. Malu wa Kalenga, commissaire aux sciences nucléaires et Directeur du Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa, Université nationale du Zaïre, Kinshasa (Zaïre)

- M. Antonio E. Marussi, professeur de géodésie, Institut de géodésie et de géophysique, Université de Trieste, Trieste (Italie)
- M. Majid Rahnema, ambassadeur, ancien Ministre de la science et de l'enseignement supérieur, Président du Comité des programmes et des relations institutionnelles, Téhéran (Iran)
- M. Marcel Roche, Investigador Titular, et ancien Directeur de l'Institut vénézuélien de recherche scientifique, Caracas (Venezuela) (ancien Président du Conseil, 1978)
- M. Seydou Madani Sy, recteur de l'Université de Dakar, Dakar (Sénégal) (Vice-Président).
- M. Stephan Verosta, professeur de droit international, de relations et de jurisprudence internationales, Université de Vienne, Vienne (Autriche) (Vice-Président du Conseil et Président du Comité des questions financières et budgétaires)
- M. Edward W. Weidner, chancelier de l'Université du Wisconsin, Green Bay, Wisconsin (Etats-Unis d'Amérique)
- Mlle Keniz Fatima Yusuf, ancienne Secrétaire du Conseil national de l'éducation, Ministère de l'éducation, Islamabad (Pakistan)

Recteur

M. James M. Hester

Membres de droit

- M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, New York (Etats-Unis d'Amérique)
- M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris (France)
- M. Davidson Nicol, directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, New York (Etats-Unis d'Amérique)

ANNEXE II

Membres du Comité pour la désignation d'un nouveau Recteur

Mme Ines Wesley Tanascovic (Présidente)

M. Felipe E. MacGregor

M. Yoshinori Maeda

M. Jean Ripert (nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies)

M. S. Tanguiane (nommé par le Directeur général de l'UNESCO)

ANNEXE III

Bureau du Conseil de l'Université des Nations Unies

Présidente : Mme Ines Wesley Tanascovic

Vice-Présidents : Mme Estefania Aldaba-Lim

M. Carlos Chagas

M. Abdelsalam Majali

M. Seydou Madani Sy

M. Stephan Verosta

Président du Comité des
finances et du
budget :

M. Stephan Verosta

Président du Comité des
programmes et des
relations institu-
tionnelles :

M. Majid Rahnema

ANNEXE IV

Rapport du Recteur au Conseil de l'Université des Nations Unies
(juillet 1978 - juin 1979)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrap</u> hes	<u>Pages</u>
I. PRINCIPALES ETAPES DE LA QUATRIEME ANNEE	1 - 8	13
II. LA SPECIFICITE DE L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES	9 - 15	15
A. Organisation de tutelle	10	15
B. Mandat	11	15
C. Méthodes de fonctionnement	12	15
D. Principaux objectifs	13	16
E. Programmes initiaux	14	16
F. Résumé	15	16
III. BREF APERCU DES PROGRAMMES DE L'UNIVERSITE :		
LEUR CARACTERE INTERDISCIPLINAIRE	16 - 20	17
LES RESEAUX DES PROGRAMMES		18
IV. PROGRAMME MONDIAL CONTRE LA FAIM	21 - 53	20
A. Résumé des activités de l'année	22 - 25	20
B. Perspectives et activités des sous-programmes	26 - 43	21
1. La planification des programmes et de la		
politique de l'alimentation et de la		
nutrition	26 - 32	21
2. Conservation des aliments après les récoltes	33 - 38	22
3. Les besoins nutritionnels humains et leur		
satisfaction grâce aux régimes alimentaires		
locaux	39 - 43	23
C. Coordination	44 - 53	25
1. Institutions associées	46	26
2. Associations projetées	47 - 48	26
3. Bourses	49 - 50	27
4. Réunions et journées d'étude techniques	51	29
5. Publications	52	29
6. Troisième réunion du Comité consultatif	53	30
V. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL	54 - 109	32
A. Introduction	54 - 58	32
B. Bref aperçu des activités de l'année	59	33
C. Perspectives et activités des sous-programmes	60 - 109	33
1. Problématique du développement	62 - 80	34
2. Technologie et développement	81 - 107	38
3. Education pour le développement	108 - 109	43
ETABLISSEMENTS OU SONT SITUEES LES UNITES DE RECHERCHE		
DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL		44
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL		
REUNIONS AYANT EU LIEU ENTRE JUIN 1978 ET JUIN 1979 ...		47

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
VI. PROGRAMME SUR L'UTILISATION ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	110 - 152	49
A. Introduction	110 - 111	49
B. Résumé des activités de l'année	112	49
C. Perspectives et activités des sous-programmes ...	113 - 149	50
1. La base écologique du développement rural dans les régions tropicales humides	113 - 130	50
2. Evaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides	131 - 136	54
3. Energie pour les communautés rurales	137 - 149	55
D. Relations avec d'autres organisation et institutions	150 - 152	59
INSTITUTIONS PARTICIPANT OU ENVISAGEANT DE PARTICIPER AUX ACTIVITES DU PROGRAMME SUR L'UTILISATION ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES		60
PROGRAMME SUR L'UTILISATION ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES REUNIONS AYANT EU LIEU ENTRE JUILLET 1978 ET JUIN 1979		62
VII. ACTIVITES INTERPORGRAMMES	153 - 164	63
A. Introduction	153 - 154	63
B. Activités	155 - 163	63
C. Projets futurs	164	66
VIII. ACTIVITES DE SOUTIEN DES PROGRAMMES	165 - 187	67
A. Services culturels	165 - 173	67
B. Services d'information	174 - 184	68
C. Services administratifs	185 - 187	70
IX. COLLECTE DE FONDS, FINANCEMENT ET BUDGET	188 - 207	72
A. Collecte de fonds	188 - 198	72
B. Financement et budget	199 - 207	74
1. Recettes	199 - 203	74
2. Dépenses	204 - 207	75
CONTRIBUTIONS DES ETATS MEMBRES AU FONDS DE DOTATION AU 29 JUIN 1979		77
CONTRIBUTIONS NATIONALES AUX OPERATIONS COURANTES OU A DES PROJETS PARTICULIERS		78
CONCOURS A DES PROJETS PARTICULIERS EMANANT D'AUTRES SOURCES		79

I. PRINCIPALES ETAPES DE LA QUATRIEME ANNEE

1. Pendant l'année écoulée, l'Université a signé avec neuf institutions des accords les associant à ses activités de formation avancée et de recherche; le nombre d'institutions associées atteint ainsi désormais 23. Huit de ces accords ont été signés avec le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles, qui est le plus récent des trois programmes et qui se développe rapidement. Quinze de ces 23 institutions associées à l'Université se trouvent dans des pays en développement, et 8 dans des pays industrialisés.
2. Pendant l'année écoulée, quelque 1 400 savants, chercheurs et hauts fonctionnaires ont participé à divers types de réunions organisées par l'Université. Au total, 49 réunions ont été organisées, dans 26 pays, au titre des programmes. Deux réunions consultatives, les dernières d'une série de 14 réunions dont la première a eu lieu à Londres en octobre 1976, et dont le but était de faire connaître la nature de l'Université à la communauté universitaire mondiale, ont eu lieu à Accra et Nairobi en mars. Cent cinquante universitaires ou hauts fonctionnaires, venant de 22 pays africains, y ont participé.
3. L'un des traits distinctifs de l'Université est ses réseaux mondiaux de savants et de chercheurs qui s'attaquent ensemble aux problèmes qui transcendent les frontières nationales. Il existe désormais au total 16 réseaux, 4 au titre du Programme mondial contre la faim, 5 au titre du Programme de développement humain et social, et les 7 nouveaux réseaux que le Programme sur les ressources naturelles a créés au cours de l'année (voir plus loin, la liste faisant suite au paragraphe 20).
4. Le programme de publications s'est considérablement étoffé au cours de l'année à mesure que les premiers travaux de recherche de l'Université ont été diffusés. Deux périodiques ont commencé à paraître : le Food and Nutrition Bulletin, trimestriel, et ASSET (Abstracts of Selected Solar Energy Technology), mensuel. L'Université a également publié 30 autres ouvrages destinés à informer les savants et les chercheurs des activités de ses programmes.
5. Au cours des trois dernières années, 87 bourses de l'Université des Nations Unies ont été accordées; trente-sept ont débuté pendant l'année écoulée. Trente et un boursiers ont terminé leur formation pendant l'année, et travaillent désormais dans leur institution d'origine, dans un pays en développement, ce qui atteste l'effort que fait l'Université pour renforcer les ressources universitaires et scientifiques du monde en développement.
6. L'année a vu la mise en route d'activités communes à plusieurs programmes. Le Programme mondial contre la faim et le Programme sur les ressources naturelles ont organisé ensemble une évaluation des travaux dans le domaine de la conversion de la biomasse, à la faveur de journées d'étude organisées en novembre 1978 au Guatemala. En mars 1979, le Programme mondial contre la faim et le Programme de développement humain et social ont mené ensemble, au Massachusetts Institute of Technology (MIT), un examen du problème de l'identification des divers buts, processus et indicateurs de la politique de l'alimentation et de la nutrition.
7. La base financière de l'Université s'est très sensiblement élargie au cours de la quatrième année. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a promis une contribution de 5 millions de livres (environ 10 millions de dollars),

la République fédérale d'Allemagne a promis environ 8 millions de deutsche Mark (4,4 millions de dollars) et la Thaïlande, 0,5 million de dollars. Dix-huit autres pays ont souscrit des engagements ou versé des contributions de type annuel. Trente-six gouvernements ont désormais promis ou versé au total près de 143 millions de dollars au Fonds de dotation ou au titre des opérations courantes.

8. Le recteur et les quatre Vice-Recteurs ont effectué une visite de 12 jours en République populaire de Chine en mai 1979. Cette visite, qui a eu lieu à l'invitation de l'Académie chinoise des sciences sociales de Pékin, reflète l'intérêt croissant que portent la République populaire et la communauté scientifique et universitaire chinoise aux travaux de l'Université depuis un an.

II. LA SPECIFICITE DE L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

9. La spécificité de l'Université des Nations Unies réside dans la combinaison des facteurs suivants : ses organisations de tutelle, son mandat, ses méthodes et ses principaux objectifs. Ces traits caractéristiques donnent à l'Université un rôle qui lui est propre dans l'accomplissement des buts des Nations Unies.

A. Organisation de tutelle

10. L'Université a été créée par l'Assemblée générale et est placée sous les auspices des Nations Unies et de l'UNESCO. Sa Charte (voir A/9149/Add.2) a été adoptée par l'Assemblée générale le 6 décembre 1973 [résolution 3081 (XXVIII)] et son Conseil et son Recteur sont désignés par le Secrétaire général des Nations Unies et par le Directeur général de l'UNESCO, qui sont membres de droit de son organe directeur, le Conseil. L'Université fait rapport aux organisations de tutelle sur son travail, chaque année, et fait partie intégrante du système des Nations Unies; en tant qu'Université des Nations Unies, elle est chargée, au sein de ce système d'accomplir des fonctions qui lui sont propres.

B. Mandat

11. L'article I de la Charte de l'Université lui donne pour tâche (par. 1) "la recherche, la formation postuniversitaire et la diffusion du savoir en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies" en ce qui concerne (par. 2) "les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité qui relèvent de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions". Le paragraphe 2 de l'article II de la Charte prescrit que "l'Université jouit de l'autonomie dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies" et des libertés universitaires notamment "dans le choix des sujets et des méthodes de recherche et de formation, la désignation des personnes et des institutions qui participeront à ses travaux, et de la liberté d'expression". En outre, "l'Université décide librement" de l'emploi de ses ressources financières. Ces dispositions, en donnant à l'Université la responsabilité et le pouvoir de choisir les sujets de recherche, et d'organiser la recherche, la formation avancée et la diffusion du savoir selon des principes étendus et multidisciplinaires, et dans des conditions de liberté, confèrent à l'Université des caractéristiques institutionnelles qui la rapprochent plus d'une université que d'un organisme intergouvernemental ou d'un institut de recherche spécialisé. L'autonomie et la liberté intellectuelle de l'Université sont encore renforcées par le fait qu'elle est régie par un Conseil composé de membres siégeant à titre personnel, et qu'elle est financée par le revenu d'un fonds de dotation permanent.

C. Méthodes de fonctionnement

12. Le paragraphe 1 de l'article I de la Charte de l'Université prescrit qu'elle fonctionne "par l'entremise d'un organe central de programmation et de coordination et d'un réseau de centres et de programmes de recherche et de formation post-universitaire situés dans les pays développés et dans les pays en développement". Cette disposition crée un monde de fonctionnement international qui distingue l'Université des Nations Unies des universités traditionnelles à orientation nationale, et est la base d'un effort soutenu de constitution de réseaux qui lui permettent de mobiliser les ressources intellectuelles mondiales et de les faire converger sur des problèmes qui préoccupent la communauté internationale.

Conformément à son mandat, l'Université diffuse les connaissances engendrées par ses programmes ou venant d'autres sources par diverses publications, par des réunions, ou grâce à d'autres moyens d'information destinés à atteindre les savants, les chercheurs et les responsables, dans le monde entier.

D. Principaux objectifs

13. Le paragraphe 6 de l'article I de la Charte stipule que "l'un des objectifs fondamentaux des centres et des programmes de recherche et de formation de l'Université est l'épanouissement en tous lieux, en particulier dans les pays en développement, de solides communautés universitaires et scientifiques" et "qu'elle s'efforce d'atténuer l'isolement intellectuel des membres desdites communautés des pays en développement, qui risquerait de les inciter à s'expatrier dans des pays développés". Conformément à ces dispositions de la Charte, l'Université dans le cadre général de son mandat, met spécialement en avant des liens d'association avec des chercheurs et des établissements des pays en développement.

E. Programmes initiaux

14. L'Université a mis en oeuvre trois premiers programmes qui reflètent à divers égards sa spécificité. Le Programme mondial contre la faim et le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles cherchent des réponses à des problèmes urgents, scientifiques, techniques ou pratiques, par des recherches menées dans des réseaux d'établissements et de chercheurs dans les pays en développement et dans les pays industrialisés, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités de recherche et de formation dans ceux-là. Le Programme de développement humain et social a organisé des réseaux d'unités de recherche dans les pays industrialisés et dans les pays en développement, qui constituent les éléments d'un débat intellectuel international, où sont exposées diverses vues sociales, économiques, idéologiques, culturelles et intellectuelles, pour l'analyse de divers problèmes du développement, et l'exploration de nouvelles méthodes, capables de favoriser le développement humain et social, matériel aussi bien que non matériel.

F. Résumé

15. D'autres programmes seront entrepris à l'avenir, mais l'Université mobilise déjà amplement les ressources de la communauté intellectuelle mondiale pour mieux comprendre, connaître et, surtout dans les pays en développement, résoudre pratiquement les problèmes mondiaux pressants qui relèvent de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions, en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies, selon des modalités pour lesquelles aucune autre organisation internationale ou universitaire n'a été conçue.

III. BREF APERCU DES PROGRAMMES DE L'UNIVERSITE : LEUR CARACTERE INTERDISCIPLINAIRE

16. Les programmes de l'Université portent essentiellement sur les aspects des grands problèmes mondiaux qui peuvent être utilement abordés grâce à la collaboration des savants et des chercheurs du monde entier. En outre, comme l'Université s'efforce d'y trouver des solutions pratiques et non pas seulement de rassembler des connaissances très spécialisées, elle doit faire appel à de nombreuses disciplines. Elle cherche à ajouter de nouvelles dimensions aux travaux déjà entrepris par d'autres organisations nationales ou internationales dans les domaines de la faim, du développement et des ressources naturelles.

17. Un des éléments essentiels du Programme mondial contre la faim, par exemple, est l'étude des politiques nationales de l'alimentation et de la nutrition, sujet qui avait été jusqu'ici largement négligé. Un autre projet aborde la question des très importantes pertes de nourriture qui se produisent après les récoltes, domaine où les efforts de recherche et de formation ont été jusqu'ici insuffisants ou trop fragmentaires. Un autre projet vise à une connaissance complète des besoins nutritionnels humains dans les régions tropicales en développement, où une telle information fait défaut. Le Programme mondial contre la faim renforce ainsi les travaux d'autres organisations qui s'emploient à accroître la production alimentaire et à améliorer la nutrition.

18. Le Programme de développement humain et social reflète la déception, assez générale, qu'inspirent les résultats des stratégies de développement menées dans le passé, qui visaient surtout la croissance économique. Le Programme constitue une tribune mondiale où sont débattus et évalués les choix sur lesquels reposent les stratégies de développement, et contribue ainsi à introduire l'objectivité scientifique voulue dans l'étude d'un sujet souvent marqué par des controverses de nature politique. Les thèmes d'étude abordés sont les problèmes du développement et les rapports entre technologie et développement.

19. Le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles aborde surtout des problèmes écologiques et énergétiques. L'accent est mis sur les régions tropicales humides et les terres arides - ce qui représente des zones très vastes, englobant presque tous les pays en développement. Dans les régions tropicales humides, les mutations actuelles, sociales et économiques notamment, exercent de graves pressions sur les systèmes de ressources traditionnels. Dans le Programme, on cherche à mieux comprendre : a) les systèmes énergétiques ruraux, b) la combinaison des arbres, des cultures et de l'élevage dans les systèmes agrosylvicoles, c) les interactions entre l'eau et le sol, notamment dans les zones côtières, et d) les interactions écologiques, sociales et économiques entre les hautes terres et les basses terres. En ce qui concerne les problèmes des terres arides, l'analyse porte sur les raisons de l'incapacité d'appliquer de façon plus efficace les connaissances existantes. Pour ce qui est de l'énergie, le Programme met l'accent sur le potentiel des énergies non classiques (énergie solaire, gaz de fermentation, énergie éolienne notamment) de façon à tenter de satisfaire la demande énergétique des régions rurales des pays en développement.

20. Le degré de développement de chacun des trois programmes n'est pas le même : le Programme mondial contre la faim a commencé à fonctionner au début de 1976, le Programme de développement humain et social à la fin de 1976, et le Programme sur les ressources naturelles à la fin de 1977. Leurs méthodes ont été conçues en

fonction de leurs besoins propres. Mais d'emblée, l'Université a encouragé l'interaction entre les programmes, reconnaissant que les problèmes réels ne peuvent être pleinement compris et résolus que perçus comme résultant d'aspects étroitement liés de la vie humaine. Les conséquences écologiques du déboisement, par exemple, intéressent les spécialistes de l'alimentation, qui cherchent à comprendre les causes profondes de la faim, qui à leur tour doivent être prises en considération dans les stratégies de développement. L'hypothèse essentielle du travail de l'Université des Nations Unies est ainsi l'interdépendance toujours plus marquée des problèmes, des pays et des régions. Cela exige donc des méthodes intellectuelles nouvelles et de nouvelles formes d'organisation de la recherche, de la formation avancée et de la dissémination des connaissances, que l'Université s'efforce de dégager.

LES RESEAUX DES PROGRAMMES

A. Programme mondial contre la faim

1. Planification des programmes et des politiques de l'alimentation et de la nutrition

Objectifs de l'alimentation et de la nutrition dans la planification du développement national : institutions associées au Canada, au Chili, au Guatemala, aux Philippines et aux Etats-Unis, avec des liens avec des établissements australien, colombien et philippin.

2. Conservation des aliments après les récoltes

Conservation des aliments après les récoltes : institutions associées au Canada, au Ghana, en Inde, en Indonésie et au Royaume-Uni, avec des liens avec des établissements situés au Mexique et au Sénégal.

3. Les besoins nutritionnels et leur satisfaction grâce aux régimes alimentaires locaux

- a) Les besoins de protéines et d'énergie alimentaire dans les pays en développement : institutions associées, au Chili, au Ghana, au Guatemala et aux Etats-Unis, avec des liens avec des établissements situés en Colombie, au Mexique, en République de Corée et en Thaïlande;
- b) L'anémie ferriprive et sa prévention : liens avec des institutions associées, au Chili, au Guatemala et au Venezuela.

B. Programme de développement humain et social

1. Problèmes du développement

- a) Objectifs, processus et indicateurs du développement : coordination assurée par une institution associée, en Suisse, avec des liens avec des établissements situés en Argentine, en Belgique, au Canada, aux Etats-Unis (2), en Inde, en Italie (2), en Jamaïque, au Japon, en Malaisie, au Mexique, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Pologne, en République fédérale d'Allemagne (2), en Roumanie, au Royaume-Uni, au Sénégal, à Sri Lanka, en Suède et en Tanzanie;

- b) Alternatives socioculturelles du développement dans un monde en mutation : coordination assurée par un établissement situé en France, avec des liens avec des établissements du Bangladesh, du Canada, de l'Egypte, de l'Espagne, de la France, de l'Inde (2), du Japon, du Mexique (2), du Royaume-Uni et du Venezuela.

2. Technologie et développement

- a) Mise en commun de la technologie traditionnelle : coordination assurée par une institution associée, située à Sri Lanka, avec des liens avec des établissements en Indonésie, au Japon, en Malaisie, au Népal, aux Philippines et en Thaïlande;
- b) Systèmes de recherche et développement en milieu rural : coordination assurée par une institution associée située au Mexique, avec des liens avec des établissements en Ethiopie, au Mexique et aux Philippines;
- c) L'expérience japonaise en matière de transfert, transformation et développement de la technologie : coordination assurée par une institution associée, située au Japon, avec des liens avec 23 autres établissements japonais.

C. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

1. Energie pour les communautés rurales

- a) Energie solaire : centre d'information, Japon (ASSET), institution associée située en Algérie, liens projetés avec des établissements situés aux Etats-Unis, en Haute-Volta, en Inde, en Iran, au Mali et en Tanzanie;
- b) Energie géothermique : institution associée située en Islande, liens projetés avec des établissements en Italie, au Japon et en Nouvelle-Zélande.

2. Evaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides

Terres arides : institutions associées, au Soudan et en Australie, liens projetés avec des établissements situés en Argentine, en Inde, au Mexique, au Pakistan et au Pérou.

3. Base écologique de développement rural dans les régions tropicales humides

- a) Systèmes énergétiques ruraux : institution associée située au Nigéria, liens projetés avec des établissements situés au Ghana et en Malaisie;
- b) Systèmes agrosylvicoles : institutions associées situées au Costa Rica et en Thaïlande, liens projetés avec un établissement situé au Cameroun;
- c) Systèmes d'interactions entre hautes et basses terres : institutions associées situées en Thaïlande et aux Etats-Unis, liens avec des établissements situés au Népal et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et liens projetés avec un établissement suisse;
- d) Systèmes d'interactions entre l'eau et le sol : institution associée, située en Indonésie, liens avec un établissement philippin, et liens projetés avec une institution de la République populaire de Chine.

IV. PROGRAMME MONDIAL CONTRE LA FAIM

21. Comme la FAO et les organisations internationales spécialisées dans les problèmes de l'agriculture, qui disposent de ressources beaucoup plus importantes, concentrent leurs efforts sur la production agricole, le Programme mondial contre la faim fait surtout porter ses efforts sur d'autres aspects importants du problème de la faim. On y aborde, de façon multidisciplinaire, les problèmes pressants de : a) l'analyse de la politique de l'alimentation et de la nutrition et la planification et la réalisation des programmes correspondants, b) les pertes de produits alimentaires après les récoltes, et c) l'insuffisante connaissance des besoins nutritionnels humains dans les pays en développement tropicaux. Du fait de l'évolution du cadre conceptuel du Programme mondial contre la faim, les activités de recherche et de formation menées dans le second et le troisième domaine constituent désormais un apport précieux au premier domaine, dont la base est plus large.

A. Résumé des activités de l'année

22. Au cours de l'année écoulée, un accord d'association a été conclu avec une nouvelle institution, l'Université du Ghana, à Legon (Ghana), ce qui porte à neuf le nombre d'établissements associés au Programme. Des négociations sont en cours avec deux autres institutions, aux Pays-Bas et en Colombie. Un échange de lettres avec l'Institut national de recherches alimentaires de Tsukuba (Japon) a abouti à un accord en vue de la formation des boursiers de l'Université des Nations Unies dans cet institut.

23. Vingt-sept boursiers de l'Université ont commencé leur formation dans les établissements associés au cours de l'année écoulée - s'ajoutant ainsi aux 19 boursiers en cours de formation. Dix boursiers spéciaux a/ reçoivent aussi une formation.

24. L'Université a apporté son soutien à des projets de recherche portant sur les besoins protéino-énergétiques humains dans les régions tropicales, recherches menées en Thaïlande, au Guatemala, au Mexique, en République de Corée, en Colombie, au Chili et en Jamaïque. Un boursier de l'Université des Nations Unies venant de l'Inde poursuit aussi des recherches dans ce domaine aux États-Unis, dans le cadre de sa formation; de nouveaux projets de recherche sont actuellement mis en route au Brésil, au Chili et aux Philippines. Les projets portant sur les besoins de fer ont bénéficié du concours de l'Université dans les institutions associées situées au Venezuela et au Chili. On a commencé, au Chili et en Colombie, des recherches sur les questions de la planification des politiques de l'alimentation et de la nutrition. De nouvelles recherches sur les problèmes de la conservation des aliments après les récoltes ont commencé en Indonésie, complétant les travaux déjà faits dans ce domaine par les boursiers de l'Université dans les institutions associées, en Inde et au Guatemala.

25. Huit réunions et journées d'étude techniques ont été organisées au cours de l'année; elles ont réuni environ 500 chercheurs. Les trois premiers numéros

a/ Il s'agit de bourses accordées pour une courte période d'étude, dans une institution associée, à un responsable d'un établissement similaire (voir UNU/C/8/L.4).

du Food and Nutrition Bulletin, revue trimestrielle du Programme mondial contre la faim, sont parus. Les travaux de deux séries de journées d'étude ont été publiés sous forme de supplément à cette revue, et deux autres sont en cours de publication. Pendant l'année, le personnel du Programme, les coordonnateurs interrégionaux et les consultants se sont rendus dans 30 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, pour y visiter des établissements de recherche et de formation.

B. Perspectives et activités des sous-programmes

1. La planification des programmes et de la politique de l'alimentation et de la nutrition

a) Programme

26. Ce sous-programme de caractère prédominant, a pour objet d'intégrer l'expérience de recherche et de formation acquise au titre des deux autres sous-programmes - conservation des aliments après les récoltes et besoins nutritionnels humains dans les régions tropicales - mais il a aussi une composante de recherche et de formation qui lui est propre. C'est en outre le principal point de contact entre le Programme mondial contre la faim et les deux autres programmes de l'Université.

27. Le sous-programme a pour objet une meilleure compréhension des causes de la faim et de la malnutrition, et des effets des diverses interventions possibles, directes et indirectes, délibérées et fortuites. Il faut pour cela faire appel à de nombreuses disciplines, puisque, dans tous les systèmes économiques et politiques, les facteurs qui déterminent le degré de satisfaction des besoins alimentaires sont nombreux et complexes.

28. En théorie, l'écart entre la demande effective de nourriture et les besoins nutritionnels humains peut être comblé de nombreuses manières. Par exemple, on peut accroître les achats d'aliments par une baisse des prix, obtenue par un contrôle des prix, des subventions, ou une baisse des coûts de production ou de distribution. Le même résultat peut être atteint par un accroissement du pouvoir d'achat, obtenu par de meilleures possibilités d'emploi, de meilleurs revenus, la fixation d'un salaire minimum, la réduction des impôts ou encore par des subventions. Pour certaines familles, un accroissement de l'autoproduction alimentaire peut aider à combler cet écart. Ces diverses mesures présentent des avantages aussi bien que des inconvénients.

29. Les carences nutritionnelles peuvent parfois être surmontées, en partie tout au moins, par une amélioration du contenu nutritif des aliments. On peut citer le cas de l'iodisation du sel, qui permet de prévenir les formes endémiques du goitre, l'enrichissement en vitamine A du sucre ou de tout autre aliment véhiculaire approprié, pour la prévention des maladies oculaires d'origine nutritionnelle, ou encore une amélioration de la teneur en fer des aliments obtenue de plusieurs manières. Pour les plus pauvres et les plus vulnérables, une distribution gratuite ou fortement subventionnée d'aliments peut être envisagée, comme mesure temporaire, pendant que d'autres programmes visent de façon spécifique à améliorer leur situation économique. Des mesures de lutte contre les maladies infectieuses peuvent aider à combler l'écart en réduisant les besoins nutritionnels humains. Comme la faim est souvent due à de mauvaises habitudes ou à de mauvais choix alimentaires, ce sous-programme aborde également la question de l'enseignement nutritionnel.

b) Activités

30. On cherche, dans le sous-programme, à mieux comprendre ces facteurs et leurs liens. Les efforts de recherche et de formation font appel à une large gamme de disciplines - économie, science politique, anthropologie, sociologie et analyse des systèmes, outre les diverses sciences ayant pour objet la nutrition, l'agriculture et la santé.

31. Les activités de formation au titre de ce sous-programme ont lieu surtout dans le cadre du Programme international sur les politiques de l'alimentation et de la nutrition (IFNP), mené sous les auspices de deux établissements d'enseignement des Etats-Unis, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et l'Université Harvard. L'IFNP, associé à l'Université depuis février 1978, bénéficie du concours du Département de la nutrition et de la science de l'alimentation et du Centre d'études internationales du MIT, et de la Harvard School of Public Health. Certains boursiers de l'Université des Nations Unies, qui reçoivent actuellement une formation interdisciplinaire à MIT-Harvard, poursuivront leur formation par des travaux d'application sur le terrain au Centre philippin de la nutrition. La formation avancée des boursiers sera aussi assurée dans des établissements associés, au Canada, au Guatemala et au Ghana.

32. Les premières subventions de recherche au titre de ce sous-programme ont été accordées cette année. Deux projets de recherche bénéficient du soutien de l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires, institution chilienne associée à l'Université. Un projet de recherche a permis de montrer qu'il se produisait une amélioration très sensible de l'état nutritionnel et sanitaire des familles urbaines pauvres quant leur domicile bénéficie d'un ensemble de mesures d'assainissement de l'environnement, comprenant le raccord au réseau de distribution d'eau et l'installation de toilettes. Un autre projet de recherche a consisté à analyser les raisons de la défaveur dans laquelle est tombé l'allaitement au Chili et à proposer une série de mesures permettant de renverser cette tendance. Un boursier de l'Université actuellement au MIT a mis sur ordinateur les données obtenues à la faveur de l'enquête nutritionnelle nationale, au Chili, et entreprend une analyse multifactorielle des causes de la malnutrition dans ce pays, à titre d'indication pour la formulation d'une politique possible. En Colombie, un projet de recherche consiste à identifier la part de chacune des causes de la malnutrition et à élaborer un modèle qui permettra de choisir et de tester divers modes possibles d'intervention.

2. Conservation des aliments après les récoltes

a) Programme

33. Une part allant de 20 à 40 p. 100 des céréales et dépassant 50 p. 100 des fruits et légumes dans de nombreux pays tropicaux en développement est perdue après les récoltes, par le fait des rongeurs, des insectes, de la moisissure, du pourrissement ou pendant le stockage et la manutention. La réduction de ces pertes par les techniques voulues permettrait d'accroître fortement l'approvisionnement alimentaire.

34. Comme ces pertes affectent surtout les agriculteurs de subsistance, dans des régions rurales qui souffrent de pénurie alimentaire, leur prévention serait un important moyen d'améliorer leur état nutritionnel et sanitaire. Pourtant ce n'est

que depuis une date très récente qu'on commence à s'intéresser non seulement à la production alimentaire mais aussi à la conservation des aliments, et cet intérêt nouveau est le résultat, en partie tout au moins, de l'impulsion donnée par le Programme mondial contre la faim.

35. Pour être économiquement réalisable, la prévention de ces pertes exige l'interprétation et la dissémination des pratiques locales qui sont efficaces, ainsi que l'adaptation des techniques modernes aux conditions propres au village. Une recherche doit donc être entreprise en milieu rural pour procéder à cette évaluation et cette adaptation. Elle doit porter sur la manutention, le stockage, le traitement et le transport des aliments, ainsi que sur leur répartition et leur utilisation finale, et servir de base à des efforts de recherche appliquée et de formation pratique interdisciplinaires. Bien souvent, les habitants se résignent à ces pertes, qui pourraient facilement être évitées par l'utilisation conjuguée de méthodes endogènes et de techniques ou matériaux modernes adaptés.

b) Activités

36. L'Institut central de recherche sur les techniques alimentaires de Mysore (Inde) a été jusqu'à présent le principal établissement associé aux efforts de recherche et de formation avancée de l'Université dans ce domaine. Les chercheurs de cet institut ont une expérience de 25 années dans l'élaboration de techniques destinées à remédier aux très importantes pertes de produits alimentaires qui se produisent en Inde après les récoltes. Cette expérience acquise par l'Inde présente tout particulièrement un intérêt pour les boursiers venus des pays africains.

37. Les boursiers de l'Université des Nations Unies reçoivent également une formation aux techniques de conservation des aliments après les récoltes à l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, établissement associé situé au Guatemala. Une formation est également organisée dans deux établissements associés situés dans les pays industrialisés, l'Institut des produits tropicaux de Londres et le Centre de recherches en nutrition de l'Université Laval, à Québec (qui formera surtout des boursiers venus des pays francophones). Un programme de formation des boursiers est aussi en cours d'organisation dans le département de l'Université du Ghana associé à l'Université. Dans ce sous-programme, tous les boursiers effectuent des recherches, et les résultats obtenus contribuent à la réalisation de ses objectifs.

38. Pendant l'année écoulée, des subventions de recherche ont été accordées à des établissements situés en Indonésie et en Colombie. L'Université d'agronomie d'Indonésie effectue des recherches sur la modernisation des techniques traditionnelles de conditionnement des grains pour le stockage, en mettant l'accent sur les techniques déjà employées dans les villages. La Fondation de l'enseignement supérieur de Colombie entreprend des recherches sur l'étendue des pertes de produits alimentaires subies dans ce pays après les récoltes.

3. Les besoins nutritionnels humains et leur satisfaction grâce aux régimes alimentaires locaux

a) Programme

39. Il est essentiel de connaître les besoins nutritionnels humains si l'on veut estimer dans quelle proportion les approvisionnements alimentaires couvrent la consommation, formuler les recommandations voulues dans le domaine de

l'enseignement nutritionnel, et concevoir les politiques appropriées dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. Pourtant, la plupart des études des besoins nutritionnels ont été entreprises dans des populations relativement privilégiées dans un petit nombre de pays industrialisés. Les besoins des habitants des pays en développement, qui sont exposés à des risques d'infections fréquentes, aiguës ou chroniques et qui ont un régime alimentaire pauvre en calories et peu nourrissant ou contenant des éléments qui empêchent une bonne absorption des principes nutritifs, ont été établis par des extrapolations qui n'ont pas été validées par l'étude directe. L'Université effectue des recherches sur les besoins de protéines et d'énergie alimentaire, et sur les moyens d'améliorer la quantité de fer contenue dans les régimes alimentaires locaux.

40. Les besoins nutritionnels humains sont déterminés par les liens entre des conditions physiques, biologiques et sociales, d'une part, et les caractéristiques génétiques et l'état physiologique et de santé de l'individu d'autre part. Il est nécessaire de faire appel aux perspectives offertes par de nombreuses disciplines quand on détermine les besoins nutritionnels minimaux (de survie) et ceux qui correspondent à un comportement et une activité cognitive, sociale et économique normaux, et assurer une protection relativement bonne contre la maladie.

b) Activités

41. Les activités de l'Université au titre de ce sous-programme ont lieu surtout à l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, situé au Guatemala, qui coordonne une recherche internationale qui s'ajoute à ses propres programmes de recherche, et qui en outre assure la formation de boursiers venus d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Comme dans le cas du sous-programme relatif aux pertes de produits alimentaires après les récoltes, les thèmes de recherche des boursiers de l'Université des Nations Unies à cet institut sont adaptés aux besoins de leur pays, mais contribuent aussi à la réalisation des objectifs d'ensemble du sous-programme. Les boursiers reçoivent en outre une formation, dans ce domaine, dans le cadre du Programme international sur les politiques de l'alimentation et de la nutrition, à MIT-Harvard.

42. Les travaux menés à l'Institut du Guatemala ont été élargis grâce à la création d'un réseau de recherche étendu, à la faveur duquel seront rassemblées des informations sur les besoins de protéines et d'énergie alimentaire des habitants de divers pays en développement, et sur la capacité des régimes alimentaires locaux de les satisfaire. A cette fin, l'Université a apporté son concours à des projets de recherche en République de Corée, en Thaïlande, au Mexique, en Colombie, au Guatemala, en Jamaïque, au Brésil et au Chili. Ces études sont celles qui fournissent l'information la plus exacte et la plus complète, à l'heure actuelle, sur les besoins nutritionnels des populations non blanches et sur les groupes vivants dans un environnement défavorable. Elles démontrent que les infections gastro-intestinales fréquentes, aiguës ou chroniques, notamment parasitaires, dont souffrent ces populations, entraînent des modifications de la paroi gastro-intestinale, qui diminue l'efficacité d'absorption des protéines comme de l'énergie alimentaire. Les formes aiguës d'infection entraînent un accroissement des pertes de protéines. Les aliments des jeunes enfants dans les pays en développement contiennent une forte proportion d'eau et de cellulose par opposition à l'apport protidique et énergétique, et ils ne peuvent manger la quantité qu'il faudrait pour atteindre un état nutritionnel satisfaisant. L'étude portant sur la Corée montre qu'il se produit une nette amélioration de l'absorption intestinale après traitement antiparasitaire. Les premiers résultats de l'étude ont été publiés dans le premier supplément du numéro 3, volume 1, du

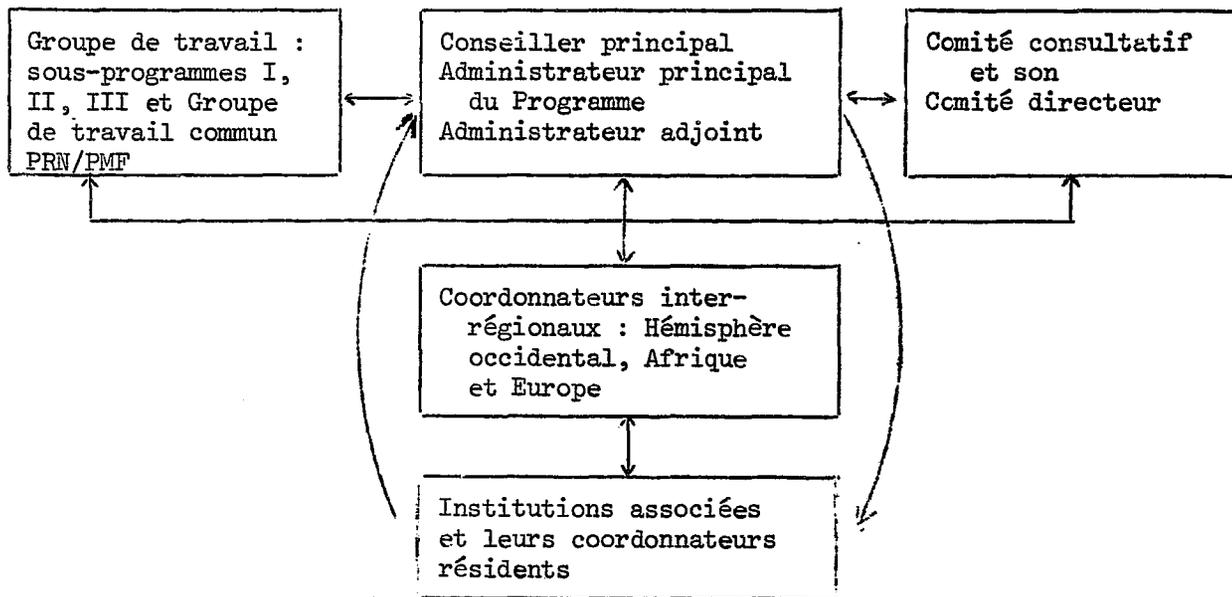
Food and Nutrition Bulletin, et seront discutés à nouveau lors d'une réunion des principaux chercheurs prévus pour le début de l'année 1980. Les chercheurs de l'Université de Tokushima, au Japon, et du Massachusetts Institute of Technology coopèrent à ces travaux, sans frais supplémentaires pour l'Université des Nations Unies.

43. Toujours dans le domaine des besoins nutritionnels humains, des recherches bénéficiant du concours de l'Université, au Venezuela et au Chili, complétées par des études menées au Guatemala par d'autres organisations, ont permis de comparer la teneur en fer de divers aliments, et de développer des moyens de remédier à la carence de fer par un enrichissement d'aliments de base au moyen de fer sous des formes biologiquement acceptables et agréables au goût. L'importance de ces travaux tient au fait que la carence de fer réduit la résistance aux infections, affecte les résultats scolaires et diminue la capacité physique de travailler.

C. Coordination

44. La coordination des activités au titre du Programme est assurée grâce aux réunions du Comité consultatif et de son comité directeur, par des groupes de travail propres à chaque sous-programme, par des réunions des coordonnateurs des institutions associées, par des visites faites à celles-ci par le personnel du programme, et par des échanges entre les établissements. On trouvera ci-après un organigramme du programme :

Schéma 1



45. Une collaboration étroite avec l'OMS et la FAO est assurée par la participation de hauts responsables de ces agences aux réunions du Comité consultatif. Le programme est représenté au Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination, dont la tâche est d'harmoniser les activités nutritionnelles de tous les organismes des Nations Unies et de lancer de nouvelles activités cherchant à réduire la malnutrition mondiale. Le Sous-Comité se compose de représentants de l'OMS, de la FAO, du FISE, du PAM, du FIDA, du PNUD, du PNUE,

du Conseil mondial de l'alimentation, de la Banque mondiale, de l'OIT, de l'UNESCO, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Université des Nations Unies.

1. Institutions associées

46. Au cours de l'année écoulée, une institution nouvelle s'est associée au Programme : l'Université du Ghana (Legon), et plus particulièrement son Département de nutrition et de science de l'alimentation et plusieurs autres départements s'occupant d'agriculture et de santé, ainsi que les instituts de recherches statistiques, sociales et économiques et de recherches alimentaires de cette université. L'accent est mis d'abord sur le développement de cette institution et de la recherche appliquée qui y est entreprise.

Neuf institutions sont donc désormais associées au Programme :

a) L'Institut central de recherche sur les techniques alimentaires de Mysore (Inde);

b) Le Centre de recherches en nutrition de l'Université Laval (CRN), Québec (Canada);

c) Le Département de nutrition et de science de l'alimentation de l'Université du Ghana, Legon (Ghana);

d) L'Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, Guatemala (Guatemala);

e) L'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires de l'Université du Chili, Santiago (Chili);

f) Le Programme international sur les politiques de l'alimentation et de la nutrition, du Massachusetts Institute of Technology et de la Harvard School of Public Health, Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis);

g) Le Centre philippin de la nutrition, Makati (Philippines);

h) L'Institut des produits tropicaux, Londres (Royaume-Uni);

i) L'Institut vénézuélien de la recherche scientifique, Caracas (Venezuela).

Le Programme comporte également une unité de formation, située à l'Institut national de recherche alimentaire de Tsukuba (Japon).

2. Associations projetées

47. L'Université étudie la possibilité d'établir des liens d'association avec les institutions suivantes :

a) L'Institut de recherche sur la nutrition animale, Wageningen (Pays-Bas), qui coordonnerait les activités communes au Programme mondial contre la faim et au Programme sur les ressources naturelles dans le domaine de la conversion microbiologique des résidus organiques pour les communautés rurales ainsi que la formation avancée et la recherche appliquée directement correspondantes.

b) La Fondation de l'enseignement supérieur, de Colombie, par le canal de l'Université del Valle et d'autres établissements de la Vallée de la Cauca, en Colombie, qui mettront en route un programme intégré complet de projets de recherche dans les trois domaines de sous-programmes. A l'origine, il s'agira d'études portant sur les pertes de produits alimentaires après les récoltes, les politiques de la nutrition, les programmes d'action nutritionnelle, les besoins protéino-énergétiques, et les mesures de stimulation de la production alimentaire dans les petites exploitations. On prévoit que la formation de boursiers de l'UNU commencera un an après le début de l'association avec cette institution.

48. Des négociations sont en cours en vue d'associations avec deux autres établissements : l'Institut national de la nutrition de l'Université Mahidol (Thaïlande), et le University College of the West Indies, en Jamaïque et à la Trinité. Une active collaboration a été instaurée entre l'établissement associé qu'est l'Université Laval, au Canada, et l'Institut de technologie alimentaire du Sénégal, sous forme de la promotion d'un projet commun de recherche, qui a eu pour effet d'accroître la capacité et l'apport possible de ce dernier établissement.

3. Bourses

49. En 1978-1979, des bourses ont été accordées à 27 boursiers de l'Université des Nations Unies en vue de leur formation dans les établissements associés, ce qui porte le nombre total de bourses à 77. Cinq boursiers sont africains, neuf asiatiques, trois viennent du Moyen-Orient, neuf de l'Amérique latine et un des Etats-Unis; 7 d'entre eux sont des femmes. La formation de 15 autres boursiers devrait commencer au second semestre de 1979.

50. Pendant l'année, 31 boursiers ont terminé leur formation et sont rentrés dans leur administration d'origine. Dix boursiers spéciaux ont également reçu une formation dans les institutions associées : 2 venaient d'Asie, 5 d'Afrique et 3 d'Amérique latine. On trouvera au tableau suivant l'origine géographique des boursiers.

Bourses accordées entre juillet 1978 et juin 1979

<u>Pays</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Arabie saoudite	1	
Argentine		2
Bangladesh	1	
Chili [*]	1	
Costa Rica	2	
Colombie		1
Equateur	1	
Equateur [*]	2	
Etats-Unis d'Amérique	1	
Ghana	1	
Inde	1	
Inde [*]	1	
Jamahiriya arabe libyenne [*]	1	
Jordanie	1	
Kenya [*]	1	
Liberia	1	
Maroc		1
Mexique	2	
Népal	2	
Nigéria	1	
Nigéria [*]	2	
Pakistan	1	
Pérou		1
Philippines	1	2
Sri Lanka	1	
Thaïlande [*]	1	
Tunisie	1	
Turquie	1	
Zambie [*]	1	
	<hr/>	<hr/>
Total	30	7

^{*} Boursiers spéciaux.

4. Réunions et journées d'étude techniques

51. Les réunions suivantes ont eu lieu entre juillet 1978 et juin 1979.

- a) 29 août 1978 Colloque de l'UNU sur l'incidence sur la nutrition d'une amélioration de la conservation et du traitement des aliments (tenu sous les auspices du Congrès international de nutrition), Rio de Janeiro (Brésil);
- b) 22 septembre Colloque sur l'intérêt potentiel d'une amélioration de la conservation et du traitement des produits alimentaires après les récoltes dans la lutte contre la faim (organisé dans le cadre du Congrès international des sciences et techniques de l'alimentation), Kyoto (Japon);
- c) 6-10 novembre Journées d'étude régionales sur les relations entre l'agriculture, la science de l'alimentation et la nutrition (.ème série), Guatemala City (Guatemala);
- d) 13-17 novembre Conférence internationale (PMF-PRN) sur l'état des travaux dans le domaine de la conversion microbiologique des résidus organiques pour les communautés rurales, suivie par 2 jours de réunions du Groupe de travail, Guatemala City (Guatemala);
- e) 27 janvier 1979 Séminaire sur les contraintes alimentaires et nutritionnelles dans le monde en développement - aspects du rôle possible de l'UNU, Tokyo (Japon);
- f) 26-29 mars Journées d'étude communes au Programme mondial contre la faim et au Programme de développement humain et social sur les objectifs, processus et indicateurs de la politique alimentaire et nutritionnelle, (MIT) Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis);
- g) 7-12 mai Journées d'étude sur l'intégration des politiques de nutrition et de planification familiale, Lomé (Togo);
- h) 1er-2 juin Réunion du groupe de travail commun au Programme mondial contre la faim et au Programme sur les ressources naturelles sur la conversion microbiologique des résidus organiques dans les communautés rurales, Stockholm (Suède).

5. Publications

52. Ont été publiés jusqu'ici ou vont être publiés :

- a) Interaction of Agriculture, Food Science and Nutrition (rapport sur les journées d'étude tenues à l'Institut international de recherche sur le riz de Los Baños (Philippines), sous presse);

b) Food and Nutrition Bulletin (publication trimestrielle) - les deux premiers numéros (octobre et janvier) ont été distribués; le troisième numéro est sous presse; le quatrième est en préparation;

c) Protein-Energy Requirements under Conditions Prevailing in Developing Countries : Current Knowledge and Research Needs - supplément du Food and Nutrition Bulletin;

d) Impact of Food Price Policies on Nutrition - dernière correction du manuscrit;

e) Bioconversion of Organic Residues for Rural Development - sous presse;

f) Interaction of Agriculture, Food Science and Nutrition : journées d'étude tenues au Guatemala - version espagnole prête pour publication.

6. Troisième réunion du Comité consultatif

53. A sa troisième réunion tenue à Tokyo en janvier 1979, le Comité consultatif du programme a formulé les recommandations suivantes :

a) Assistance aux pays très peu développés

L'Université doit trouver des moyens de prêter son concours aux programmes de développement de ces pays. Elle peut le faire sans avoir à abandonner ses activités présentes, en assouplissant simplement ses méthodes, à l'intention de ces pays. Le Comité a recommandé :

i) D'attirer l'attention des autres agences sur la nécessité absolue de développer les institutions de ces pays, de former des spécialistes de niveau peu élevé, et de contribuer à la formation de base des chercheurs;

ii) D'accorder les bourses de gestion, dispensées par l'UNU, à des fonctionnaires ou à des chercheurs soigneusement choisis et qui ont déjà de hautes responsabilités ou l'étoffe de futurs dirigeants;

iii) D'accorder un certain nombre de bourses pour la formation de spécialistes locaux dans certaines disciplines afin de contribuer à la création d'une "masse critique de chercheurs" dans le pays intéressé, et de stimuler le développement de la recherche et de la formation;

iv) D'accorder une attention particulière aux besoins de l'Afrique francophone, où la création d'un "établissement incorporé" devrait être envisagée.

b) Les femmes et la conservation des produits alimentaires après les récoltes

Le Comité a recommandé que la formation des femmes dans le domaine de la conservation et du traitement des aliments après les récoltes, au niveau du village, reçoive l'attention qu'elle mérite, et que le Programme mondial contre la faim entreprenne en collaboration avec le Programme de développement humain et social des travaux sur le rôle des femmes dans la conservation des aliments après les récoltes, de façon à mieux cerner les problèmes, identifier les études à entreprendre, et prendre les mesures nécessaires pour que des projets de recherche soient lancés sur les thèmes suivants :

- i) Les techniques de conservation des aliments après les récoltes traditionnellement utilisées par les femmes, leur intérêt économique, le temps qu'elles exigent, leur valeur sur le plan de la nutrition, et les possibilités d'amélioration;
- ii) Les techniques qui pourraient être employées dans les villages, en fonction de leur intérêt pour la situation actuelle des femmes;
- iii) Examen de l'intérêt porté actuellement aux techniques alimentaires utilisées par les femmes, dans les divers établissements associés à l'Université, et formulation éventuelle de recommandations.

V. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

A. Introduction

54. Le Programme de développement humain et social a pour objet de tenter de repenser les conceptions qu'on se faisait jusqu'ici du développement, qui avaient souvent tendance à confondre croissance économique et amélioration de la qualité de la vie, ce qui s'est souvent révélé injustifié, notamment dans les pays en développement. En particulier, les habitants des villages du tiers monde où la population rurale est prédominante, n'ont pas beaucoup bénéficié de la croissance économique nationale. Celle-ci, quand elle s'est produite dans d'autres secteurs, a fait apparaître plus clairement encore la gravité de leur situation actuelle.

55. Il est désormais de plus en plus largement admis qu'en matière de développement de nouveaux concepts doivent être élaborés et analysés de façon objective de façon qu'on puisse mieux comprendre les relations complexes qui existent entre les forces sociales, culturelles, économiques et politiques qui jouent un rôle dans le processus de développement, au niveau mondial.

56. Les hypothèses principales sur lesquelles repose le Programme de développement humain et social sont les suivantes :

a) Les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité sont étroitement liés les uns aux autres, de sorte qu'une approche consistant à tenter de combler, de façon isolée, des lacunes des connaissances ne saurait convenir.

b) La solution des problèmes mondiaux dépend non seulement d'un savoir technique, mais aussi d'une compréhension claire des relations causales qui existent entre les facteurs socio-culturels, économiques et politiques qui les expliquent.

c) La tâche principale de la communauté universitaire et scientifique est d'identifier les principales données de ces problèmes.

d) La communauté universitaire et scientifique internationale comprend diverses écoles de pensée, qui avancent des théories et des modèles différents des problèmes mondiaux pressants et des moyens de les résoudre, reposant sur les enseignements de disciplines et traditions culturelles diverses.

57. Le Programme repose aussi sur l'idée que le défi intellectuel que représentent les problèmes mondiaux pressants ne pourra être relevé que si des représentants de diverses écoles de pensée, de disciplines et de traditions culturelles différentes peuvent entrer en interaction à la faveur de relations continues. Ces relations sont ainsi stimulées et encouragées à divers niveaux : entre les penseurs ayant des approches culturelles et philosophiques différentes, entre les spécialistes des sciences de l'homme et ceux des sciences de la nature, entre les chercheurs et les habitants des villages, et entre des régions et des pays ayant sur ces problèmes des vues différentes.

58. Le Programme remplit cette fonction de lieu de rencontre international en liaison étroite avec les organisations des Nations Unies spécialisées dans la recherche, et des organisations internationales ou régionales comme le Conseil

latino-américain des sciences sociales et le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique. Ainsi, la volonté de procéder à un examen multidisciplinaire et objectif des problèmes dans l'atmosphère propre à une université est toujours étroitement liée à la réalité mondiale, telle qu'elle se reflète aux Nations Unies.

B. Bref aperçu des activités de l'année

59. Au cours de la période étudiée - qui est la troisième du Programme de développement humain et social - la nature et le rôle de celui-ci ont pu être précisés. Les concepts sur lesquels sont fondées les diverses activités ont fait l'objet d'un affinement continu, de nouvelles méthodologies de recherche ont été élaborées, et les réseaux d'institutions de recherche ont été progressivement constitués dans le monde entier. Des contrats ont été signés entre le Programme et quelque 73 unités de recherche de par le monde, et des liens d'associations ont été établis avec les institutions suivantes :

- a) El Colegio de Mexico, Mexico (Mexique);
- b) Institut des économies en développement, Tokyo (Japon);
- c) Institut d'études du développement, Genève (Suisse);
- d) Institut Marga, Colombo (Sri Lanka);
- e) Faculté latino-américaine des sciences sociales, Mexico (Mexique).

C. Perspectives et activités des sous-programmes

60. Les deux sous-programmes - problématique du développement et technologie et développement - sont conçus pour être complémentaires et se renforcer mutuellement. Le premier sous-programme représente un effort de recherche à long terme faisant appel à des spécialistes des sciences sociales du monde entier, dans le but d'aborder de façon novatrice la problématique du développement. Le second sous-programme est une tentative de puiser dans le stock de connaissance pratique qui s'est constitué, au cours des siècles, au niveau du village. On y cherche à mieux comprendre comment se sont développées les techniques locales, comment elles doivent être reliées aux secteurs modernes et comment elles pourraient être transférées, et contribuer à satisfaire les besoins nationaux, régionaux et internationaux.

61. Les principales composantes (et unités de recherche) des deux sous-programmes sont les projets suivants :

1. Problématique du développement
 - a) Objectifs, processus et indicateurs du développement (25 unités de recherche);
 - b) Alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation (13 unités de recherche);

- c) Les droits de l'homme, la paix et le droit international dans le contexte du développement (en cours d'organisation);
- d) La coopération technique entre les pays en développement (en cours d'organisation).

2. Technologie et développement

- a) L'échange des techniques traditionnelles (7 unités de recherche);
- b) Les systèmes de recherche et développement en milieu rural (4 unités de recherche);
- c) L'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie (24 unités de recherche).

1. Problématique du développement

a) Objectifs, processus et indicateurs du développement

62. Ce projet de recherche, qui durera cinq ans au total et qui en est à sa troisième année, a pour objet de jeter un jour nouveau sur la question complexe et troublante de savoir pourquoi les stratégies de développement mises en oeuvre au cours des deux dernières décennies ont abouti à des résultats aussi décevants. Tout en constituant une tribune où s'expriment des philosophies politiques et économiques diverses - venant du monde entier - le projet comporte un fil commun de recherche, fourni par la préoccupation à l'égard des besoins humains, matériels aussi bien que non matériels.

63. Le projet souligne combien il est important d'appréhender les objectifs, les processus et les indicateurs du développement humain en tant qu'ils sont liés entre eux et non comme entités séparées. La plupart des travaux antérieurs sur le développement détachaient les indicateurs des autres composantes, et donnaient une trop grande place à ce qui est à la fois disponible et mesurable. De même, les objectifs du développement ont souvent été fixés sans prendre pratiquement en considération les processus qui ont effectivement fonctionné et ceux qui ont conduit au contraire à des résultats décevants.

64. Ce projet est coordonné à l'Institut d'études du développement de l'Université de Genève, qui est depuis 1961 un centre de recherche sur les grandes questions intéressant le tiers monde. L'accord d'association entre l'Université des Nations Unies et cet institut a été signé en mars 1978.

65. Pendant l'année écoulée, les 25 unités de recherche affiliées au Projet ont mis en route de premières activités sur plusieurs des thèmes de l'étude, notamment : a) perspectives sur des mondes souhaitables, b) perspectives sur des sociétés souhaitables, c) différents modes de vie possibles, d) besoins essentiels, e) politique de l'alimentation et de la nutrition, f) formes de présentation. Les résultats de ces premières activités ont été exposés et discutés lors d'une réunion du projet tenue à Genève en octobre 1978. Sur les 72 documents présentés à cette réunion, 40 sont sur le point d'être publiés.

66. Outre les activités des unités de recherche, des réunions de sous-projets sur certains thèmes ont été organisées en coopération avec des organismes internationaux de recherche. Les réunions suivantes ont eu lieu

- a) 8-9 février 1979 Formes de présentation des résultats, Genève (Suisse);
- b) 8-10 mars Processus d'expansion et d'exploitation, d'autonomie et de libération, Starnberg (République fédérale d'Allemagne);
- c) 15-16 mars Divers scénarios et stratégies possibles, Genève (Suisse);
- d) 20 mars Les droits, Genève (Suisse)
- e) 6-10 avril Divers modes de vie possibles, Sicile Italie;
- f) 4-6 mai Réseaux, Paris (France);
- g) 17-18 mai Options socio-culturelles et cosmologie sociale, Paris (France);
- h) 25-28 mai Perspectives sur les sociétés souhaitables, Mexico (Mexique);
- i) 4-6 juin Groupe d'études énergétiques, Crottorfschloss (République fédérale d'Allemagne);
- j) 11-13 juin Besoins, Berlin (République fédérale d'Allemagne)
- k) 14-17 juin Perspectives sur des mondes souhaitables, Bucarest (Roumanie).

67. A la faveur de ces diverses activités, le projet se révèle être une tribune où s'instaure une précieuse et intense interaction entre diverses écoles de pensée sur le développement. Les concepts ont été affinés, et il est manifeste qu'un approfondissement de la compréhension des processus de développement est en cours. Des liens ont été établis entre des chercheurs et des établissements des pays industrialisés et des pays en développement. Au fur et à mesure de sa réalisation, le projet incluera, outre la recherche elle-même, un effort éducatif dans le domaine du développement.

b) Alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation

68. Ce projet porte surtout sur les liens entre culture et civilisation d'une part et développement d'autre part. Coordinné sous les auspices du Centre national de la recherche scientifique (Paris), le projet en était à sa première année en 1978-1979. L'année a été consacrée essentiellement à lancer des activités du projet et à organiser le réseau et les publications.

69. Deux types de réunions scientifiques ont eu lieu simultanément.

70. Il y a d'abord une série de colloques régionaux sur le thème de la "créativité intellectuelle endogène", auxquels participent d'éminents représentants des grandes écoles de pensée théorique et pratique mondiales. Un colloque a lieu dans chacune des grandes régions culturelles du monde - l'Extrême-Orient, l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud-Ouest, l'Europe, le monde arabe, l'Afrique sud-saharienne, l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et l'Océanie. Lors de ces colloques, des documents sont préparés par des spécialistes faisant le point des diverses caractéristiques d'une zone culturelle, puis sont exposés et discutés. Outre les historiens, les philosophes, les sociologues, etc., d'une région culturelle donnée, des savants venus d'autres régions participent aussi aux débats. Les résultats établis lors de chaque colloque régional sont présentés et discutés au cours des colloques ultérieurs. Cette série de réunions cherche à élaborer une méthodologie permettant une étude comparée des diverses cultures et pourrait permettre de dégager des résultats ou des orientations ayant valeur universelle.

71. La série de colloques sur la créativité intellectuelle endogène a commencé à Kyoto (Japon) en novembre 1970, où le colloque a réuni 66 participants venus de 14 pays asiatiques et de huit autres pays. On a procédé à l'analyse de quatre dimensions de la créativité intellectuelle endogène en Asie : les perspectives philosophiques, les témoignages historiques, les racines sociales, et l'émergence des structures d'un ordre international plus humain et plus équitable.

72. Un second colloque a réuni à Mexico, en avril 1979, des savants d'Amérique latine. Les débats ont permis d'approfondir, de diversifier et d'enrichir les résultats du Colloque de Kyoto.

73. La seconde série de réunions consiste en séminaires internationaux sur le thème du "monde en transformation", et a pour objet d'examiner les principales composantes d'un nouvel ordre international. Ils porteront sur la science et la technologie, l'économie et la société, la culture et la pensée, la religion et la philosophie, l'histoire et les relations internationales, et les perspectives de la civilisation. Cette série de réunions cherche à constituer de façon systématique un fonds de connaissance théorique et pragmatiques en faisant appel aux spécialistes de chaque domaine, et qui serait ouvert également à toutes les écoles de pensée. La série commencera en octobre 1979 à l'Université de Belgrade où se réuniront 25 à 30 spécialistes qui traiteront de la science et de la technologie. Les autres thèmes seront examinés dans les séminaires ultérieurs.

i) Réseau du projet

74. Pendant la première phase du projet, le réseau est organisé autour de 13 établissements de recherche de divers pays. L'organisation du réseau devrait être achevée à l'été 1979; on aura ainsi relié 25 instituts de recherche du monde entier.

75. Des subventions de recherche sont accordées pour des activités communes de recherche sur les différents thèmes partiels constituant le domaine scientifique du projet. Chaque unité de recherche organisera une fois par an un séminaire qui devrait aboutir à la publication d'un rapport de recherche et d'autres documents constituant une série. Dans le même temps un petit nombre d'études seront demandées à d'éminents chercheurs.

ii) Sous-projets complémentaires

76. Comme l'a recommandé le bureau consultatif du projet réuni à Kyoto en novembre dernier, deux nouveaux sous-projets sont mis sur pied, l'un sur la famille et la société, l'autre sur l'évolution de la pensée religieuse.

iii) Publications

77. Quatre types de publications sont actuellement à l'étude :

a) Livres : Pour chacun des colloques régionaux et des séminaires internationaux, il y aura une série de deux volumes, le premier étant un compte rendu des travaux, le second une relation des débats soigneusement éditée. On espère pouvoir publier un livre de poche ce second volume et le diffuser largement. Les séminaires devraient aussi conduire à la publication d'autres ouvrages.

b) Rapports de fin de recherche : Six rapports de fin de recherche devraient être prêts à l'automne 1979; ils seront les premiers d'une série de petits ouvrages d'environ 100 pages chacun.

c) Etudes spéciales : Huit à 10 études spéciales seront publiées avant la fin de 1979, en commençant par les rapports des colloques de Kyoto et de Mexico.

d) Recueils d'articles : On prépare des recueils d'articles sur la pensée nouvelle dans la partie "cachée" du monde (c'est-à-dire surtout l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine) de façon à la rapprocher des tendances qui se font jour en Europe et en Amérique du Nord.

iv) Projets pour 1980

78. Deux colloques régionaux sont en préparation pour 1980 : l'un à l'Université de Koweït, en février, portant sur le monde arabe, l'autre, à Vienne, en automne, sur l'Europe. Le second séminaire international sur "l'économie et la société" se déroulera à l'Université centrale du Venezuela, à Caracas, au printemps 1980. On prévoit aussi une série continue de journées d'études et de publications.

c) Les droits de l'homme, la paix et le droit international dans le contexte du développement

79. Ce projet porte sur les droits de l'homme entendus au sens large, c'est-à-dire appréhendés dans le contexte plus large du développement et des besoins matériels et non matériels des personnes, et non pas seulement de leurs droits politiques, des libertés civiles et des relations avec l'Etat.

80. Pendant l'année écoulée, on a organisé, dans ce projet, un colloque sur le droit à la santé et à un environnement sain en coopération avec l'Académie de droit international de La Haye. Un volume reproduisant les débats, intitulé "Le droit de l'homme à la santé" a été copublié en avril 1979 et a été largement distribué dans les facultés de droit du monde entier. Une réunion du groupe de travail a aussi eu lieu à La Haye pour approfondir les concepts qui guideront ce projet de recherche; un second séminaire est prévu dans le courant de 1979.

2. Technologie et développement

a) Echange des techniques traditionnelles

81. Ce projet met l'accent sur le rôle des techniques traditionnelles dans 23 villages de huit pays d'Asie. L'objet en est non seulement de voir s'il est possible d'échanger les techniques traditionnelles, mais aussi de déterminer dans quelle mesure et comment l'échange et le développement des techniques traditionnelles pourrait jouer un rôle important d'amélioration du niveau de vie en milieu rural pauvre.

82. Le projet est coordonné par les soins de l'Institut Marga, de Sri Lanka. Etabli en 1972, cet institut se penche surtout sur les questions de développement qui se posent à Sri Lanka. Il a également établi un réseau efficace de liens avec d'autres savants s'intéressant aux problèmes du développement dans d'autres pays d'Asie et du monde.

83. Pendant l'année écoulée, des études complètes de 16 des 23 villages choisis ont été menées à bien. Les chercheurs ont vécu en permanence dans les villages, et ont pu établir de bonnes relations avec leurs habitants. Ils ont formé, au niveau du village, des réseaux constitués d'administrations et d'organismes privés, encourageant ainsi le débat avec les habitants. Des séminaires ont eu lieu au niveau des villages mais aussi de l'ensemble du pays, et de nombreux chercheurs ont pu se rendre mutuellement visite et se familiariser avec les activités en cours dans les autres villages. Des techniques ont été identifiées et recueillies, et des groupes techniques ont été créés, au niveau national, pour les évaluer.

84. Deux réunions destinées à faire le point de l'évolution du projet ont eu lieu au cours de l'année, en Thaïlande en novembre, et en Indonésie en avril, et ont permis d'approfondir les hypothèses conceptuelles et méthodologiques du projet. De telles réunions revêtent une importance essentielle pour la coordination d'unités de recherche disséminées dans des pays ayant des traditions administratives et intellectuelles différentes.

85. Les études de villages continuent à mettre l'accent sur les techniques qui ont trait à certains des aspects les plus vulnérables des activités humaines - interactions entre l'enfant et la mère, entretien du corps humain, gestion

efficace des ressources de logement, d'eau et du sol, et le traitement et la conservation des aliments. On a aussi décidé de choisir un certain nombre de ressources communes à tous les villages et d'établir leurs utilisations diverses. Il s'agit du bambou, du bananier, de la bouse de vache, et de l'eau de pluie.

86. Dans les recherches menées jusqu'ici, on a pu noter que les techniques traditionnelles identifiées ne présentent souvent qu'un intérêt économique limité pour les utilisateurs. Bien qu'à première vue il y ait là un aspect défavorable à l'utilisation de ces ressources comme instrument de développement, un examen plus attentif montre que la valeur de certaines techniques traditionnelles ne peut être appréhendée grâce à des critères uniquement économiques. On jette ainsi un regard nouveau sur des techniques qui pourraient paraître d'un intérêt marginal. On peut citer comme exemple la valeur non-médicale du massage, qui permet de transmettre le sentiment d'intimité, la chaleur et l'amour pendant les premiers mois de la vie de l'enfant; cela peut être important pour son développement mental et physique s'il est né dans un milieu rural pauvre.

87. Des vues précieuses et intéressantes sur la vie rurale, et leur importance pour le planificateur ou le praticien du développement rural apparaissent constamment. La mère, dans le village asiatique, par exemple, porte traditionnellement son enfant pendant qu'elle travaille. Si on la décharge de ce "fardeau" en fournissant des parcs pour enfants, la mobilité accrue de ceux-ci risque souvent d'aggraver leur état nutritionnel si on ne leur donne pas d'alimentation supplémentaire. Dans le domaine de la nutrition toujours, de nouvelles perspectives doivent être ouvertes sur des formes traditionnelles d'exercice physique comme le yoga, les ombres chinoises et la danse rythmique. Ces exercices utilisent beaucoup moins de calories que les formes occidentales d'éducation physique auxquelles l'enfant sous-alimenté est souvent soumis, aux premières heures de la matinée, avant le début de la classe. De tels exemples renforcent l'intérêt de ce projet pour les praticiens du développement, en les encourageant à examiner de près les liens entre les diverses techniques traditionnelles, avant de les modifier ou de les remplacer.

88. Dans le projet, on s'est efforcé de distinguer les techniques traditionnelles qui s'appuient sur la collectivité - telle que le shramadana ou partage du travail, de celles qui peuvent fonctionner indépendamment du contexte socio-culturel ou religieux. On peut ainsi mieux identifier les techniques qui peuvent être le plus facilement transférées. On pourrait citer comme exemple la pratique consistant à sécher le riz cuit au Népal de façon qu'il puisse être transporté sur de longues distances et être consommé sans une nouvelle cuisson, par simple addition d'eau froide. C'est là une technique qui répond à des besoins particuliers d'un pays comme le Népal, mais qui pourrait facilement être transféré dans d'autres sociétés et y présenter un grand intérêt pratique.

89. Parmi les problèmes rencontrés au cours de la réalisation du projet, il y a celui de savoir comment tirer parti des techniques traditionnelles sans encourager une attitude négative d'isolement tournée vers le passé. Les chercheurs s'efforcent d'identifier des méthodes de transfert qui puissent stimuler au contraire une autonomie positive fondée sur les liens établis avec la technique moderne et, si nécessaire, avec le monde extérieur. Un autre problème est la difficulté, pour les chercheurs, qui sont souvent de formation occidentale, d'aborder ce domaine

d'étude sans préjugés anthropologiques; ils doivent être disposés à étudier un large éventail de techniques traditionnelles. Les récents développements qui se sont produits en Iran et en République populaire de Chine mettent en évidence le rôle vital que joue la tradition dans le développement, aussi bien politique que technologique.

90. Les travaux entrepris dans le cadre de ce projet contribuent à un élargissement du débat sur les divers modes de travail et styles de vie - "le développement différent" - qu'on s'efforce d'instaurer face à une crise d'aliénation humaine de plus en plus manifeste à l'échelle mondiale. Le but ultime est le développement de structures socio-économiques, dans les pays en développement, qui aboutissent à des techniques mesurées et humaines. On compte étendre les activités menées au titre de ce projet, pendant le second semestre de 1979, par l'inclusion de groupes de chercheurs au travail en Inde et en République populaire de Chine.

b) Systèmes de recherche et développement en milieu rural

91. L'objectif central de ce projet est d'intégrer les systèmes modernes de recherche et développement à l'expérience et au savoir acquis par les sociétés traditionnelles - de façon à mieux aborder les problèmes techniques que soulève le développement rural.

92. Plus précisément, on cherche à élaborer une méthodologie capable de :

a) Susciter des techniques utiles aux habitants pauvres du monde rural, à la faveur d'un processus d'interaction avec les chercheurs;

b) Utiliser les aptitudes et les connaissances des sociétés traditionnelles - en les reliant aux systèmes de recherche-développement du secteur moderne, de façon à permettre au milieu rural pauvre d'en tirer le meilleur parti possible;

c) Evaluer la stratégie retenue par les groupes de chercheurs dans l'élaboration de techniques à l'intention des zones rurales, et entreprendre une analyse comparée de ces stratégies dans diverses situations socio-économiques.

93. On a constitué des groupes de chercheurs dans trois pays en développement, le Mexique, l'Ethiopie et les Philippines, qui appliquent une méthodologie commune de recherche. Un système de surveillance et d'évaluation a été conçu de façon à évaluer l'efficacité de l'approche proposée.

94. Le projet est coordonné par les soins de la Faculté latino-américaine des sciences sociales, organisation internationale créée par les Etats d'Amérique latine en 1957 pour promouvoir la recherche dans les sciences sociales et encourager leur enseignement.

95. La méthodologie utilisée comprend les étapes suivantes :

a) Evaluation générale des caractéristiques d'un domaine de recherche particulier, afin de déterminer "l'état du problème", c'est-à-dire les conditions socio-économiques, culturelles et politiques dans lesquelles un problème technologique est toujours "immergé".

b) Analyse de la situation actuelle menée parallèlement par la population locale et par l'équipe de recherche; et sur la base de cette analyse, sélection de certains domaines pour de plus amples recherches;

c) Détermination des fonctions qu'une technologie donnée est censée remplir; le but poursuivi n'est pas de formuler un programme d'action pour une technologie donnée, mais de déterminer l'ensemble des exigences et des besoins qu'elle doit satisfaire;

d) Analyse des solutions que les collectivités locales ont, traditionnellement, apportées aux problèmes identifiés, en mettant spécialement l'accent sur le savoir et les idées contenus dans ces techniques;

e) Examen d'ensemble des ressources naturelles d'une région; il ne s'agit pas d'envisager les ressources naturelles de façon absolue, mais plutôt de les considérer comme la combinaison formée par un objet naturel quelconque et par la science et la technique;

f) L'information ainsi collectée devrait permettre d'établir un ensemble d'hypothèses ou de paradigmes, qui constitueront le cadre de référence pour l'étape finale du développement de la technologie voulue. L'ensemble des hypothèses qui intégreront des informations scientifiques, technologiques, économiques, psycho-sociales et anthropologiques, définira un espace technologique. Toutes les solutions qui pourront s'intégrer à cet espace technologique seront considérées.

96. Un projet pilote d'un an a commencé en mars 1978 pour tester et affiner la méthodologie utilisée dans ce domaine. Des équipes de chercheurs des institutions suivantes y ont participé :

- a) L'Institut d'études du développement rural MAYA A.C. (Mexique);
- b) Le Conseil national de la science et de la technologie de l'Ethiopie;
- c) La Fondation de développement économique des Philippines.

97. Le projet pilote avait pour but de déterminer si la technologie proposée permettait efficacement d'atteindre les objectifs énoncés. Les équipes de recherche se sont par exemple demandées quels étaient les meilleurs mécanismes pour obtenir une interaction féconde et positive avec la communauté locale, ou quelles modifications de la méthodologie s'imposaient, étant donné les conditions locales.

98. L'un des principaux résultats de la phase pilote est que toutes les équipes ont réussi à établir avec les communautés locales une interaction efficace. Malgré des différences, dues à des situations particulières, certains éléments communs sont apparus. Les paysans ont d'abord montré quelque méfiance, ayant fait l'expérience, négative, naguère, avec des chercheurs venus de l'extérieur. Il était important, donc, que les chercheurs puissent convaincre les paysans qu'ils n'allaient pas leur imposer des solutions, mais plutôt les chercher avec eux. Il fallait pour cela vivre dans les villages pendant assez longtemps, et se comporter autant que possible comme les habitants.

99. Toutes les équipes sont convenues qu'une interaction efficace avec les paysans était essentielle au succès de l'étude socio-économique initiale. Ayant jeté ces fondations, elles ont pu commencer à identifier les problèmes technologiques et analyser les solutions locales.

100. Le cas de l'Ethiopie montre l'importance d'une interaction authentique avec les paysans. La méfiance initiale était beaucoup moindre, les populations rurales ayant déjà été organisées en associations de paysans responsables de leurs propres affaires sociales, politiques et administratives. Pour cette raison, leur attitude à l'égard des autorités publiques avait complètement changé.

101. Au Mexique, les chercheurs ont constaté qu'en raison de contraintes socio-économiques, les paysans n'étaient pas disposés à apporter leur concours à cette activité - et pourtant les chercheurs avaient pu identifier les problèmes technologiques. Pour cette raison, l'équipe Maya, pendant la prochaine phase du projet, tentera de déterminer quelles sont les contraintes socio-économiques minimales en fonction desquelles une solution technologique est concevable.

102. Une réunion de recherche a rassemblé les chefs de chaque équipe, à Mexico, en octobre 1978, afin de discuter les travaux réalisés. Il a été convenu que le projet pilote avait permis de mettre à l'épreuve les éléments les plus importants de la méthodologie, c'est-à-dire l'analyse socio-économique et les mécanismes d'interaction entre les chercheurs et la population locale, et d'identifier des problèmes spécifiques au niveau des liens entre les communautés rurales et les secteurs de recherche-développement. Le projet se poursuit, l'accent étant mis sur les étapes méthodologiques de la génération des techniques.

c) L'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie

103. On cherche, dans ce projet, à étudier les relations entre la technologie endogène et la technologie étrangère pendant le processus d'industrialisation du Japon moderne. A cette fin, on étudie quatre types de situation observés au cours du processus : i) remplacement de la technique traditionnelle ou endogène par la technique moderne, ii) coexistence de ces deux types de techniques, iii) impuissance de la technique moderne à remplacer la technique traditionnelle, iv) intégration des deux types de techniques.

104. L'accent est mis sur les liens entre technique et main-d'oeuvre (la population active étant le lieu de rencontre des valeurs nouvelles et des valeurs anciennes), sur l'acquisition et la dissémination des aptitudes novatrices, sur les systèmes de gestion des entreprises et sur l'organisation de la main-d'oeuvre, la discipline et les conditions de travail.

105. Le projet est coordonné par les soins de l'Institut des économies en développement de Tokyo. Pendant l'année écoulée, 34 chercheurs, appartenant à 23 institutions de recherche japonaises, ont participé au projet. Sept groupes d'étude ont été formés sur les sujets suivants : i) technologie et société urbaine, ii) technologie et société rurale, iii) sidérurgie et transports, iv) industrie textile, v) petites entreprises, vi) industrie minière et vii) le transfert des techniques et le développement de Hokkaido.

106. Vingt-huit réunions d'étude ont eu lieu et 30 enquêtes sur le terrain ont été effectuées par les chercheurs et par le personnel de l'équipe du projet à l'Institut des économies en développement. Les principaux résultats de cette année sont les suivants :

a) La croissance des villes industrielles modernes au Japon a entraîné une urbanisation rapide à l'échelle du pays, mais le principal problème a été non pas la pénurie de travailleurs qualifiés mais le chômage et le sous-emploi.

b) Pour nourrir la population urbaine, il a fallu introduire des techniques modernes de culture du riz et les communautés rurales ont dû s'adapter à ce difficile processus.

c) L'introduction de la sidérurgie au Japon a demandé beaucoup d'efforts, mais il y avait là un besoin fondamental, à cette phase initiale du développement du pays. Les savants et les ingénieurs locaux ont dû inventer des techniques adaptées à la situation japonaise (contre l'avis des experts étrangers). Il en est allé de même dans le cas du réseau national de chemins de fer, qui a joué un rôle important dans le renforcement de l'unité nationale.

d) Les industries textiles ont joué un rôle moteur dans l'industrialisation du Japon; la mécanisation de ce secteur a été rendue possible par la division du travail, dans le processus de production comme dans la spécialisation des produits, dans les diverses régions. Mais le facteur essentiel de la réussite de l'effort de substitution des importations et de promotion des exportations est la dextérité des ouvrières.

e) Les objets de consommation courante étaient produits surtout par de petites entreprises. Dans certaines d'entre elles, celles produisant des boutons et des serviettes par exemple, la technique de production a été importée mais le processus a été divisé en plusieurs étapes, certaines d'entre elles étant assurées par des familles d'agriculteurs sous-employés, à domicile. L'utilisation d'une main-d'oeuvre peu coûteuse de ce type a permis à ces petites entreprises de rester concurrentielles sur le marché mondial.

f) L'industrie minière représente l'exemple le plus réussi d'introduction des techniques modernes, qui n'ont pas été limitées aux moyens de transport et aux techniques de drainage. Le système de travail n'a pas été modifié, ce qui a conduit à des difficultés par la suite.

107. Les résultats établis seront publiés dans une série de documents de travail. Les recherches seront poursuivies, dans le sens d'un approfondissement des résultats pour chaque thème. On envisage aussi de mener à bien une étude des îles Ryukyu, qui constituent un exemple de développement de régions insulaires lointaines.

3. Education pour le développement

108. Outre les deux sous-programmes ayant trait à la problématique du développement et aux liens entre technique et développement, le Programme de développement humain et social organise un programme international d'éducation sur les problèmes mondiaux qu'aborde l'Université dans ses trois programmes prioritaires.

Ceux-ci coopéreront à cette entreprise dont le but est de mieux intégrer, diffuser et appliquer les connaissances existantes sur le développement. Elle comprendra des activités éducatives dans les pays industrialisés et dans les pays en développement.

109. Un consultant de l'Institut d'études du développement de l'Université du Sussex (Royaume-Uni) a préparé un premier document sur ce sujet. Il a été discuté par le Conseil et par les comités consultatifs des programmes, et des consultations ont eu lieu avec l'UNESCO sur les principes sur lesquels reposerait un tel projet et sur sa portée. Une autre réunion aura lieu en septembre 1979, de façon à approfondir les concepts de base.

ETABLISSEMENTS OU SONT SITUÉES LES UNITÉS DE RECHERCHE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

1. Projet de recherche sur les objectifs, processus et indicateurs de développement
 - a) Institut universitaire d'études du développement, Genève (Suisse) (établissement coordonnateur);
 - b) Institut africain de développement économique et de planification, Dakar (Sénégal);
 - c) Fondation Bariloche, San Carlos de Bariloche (Argentine);
 - d) Centre d'étude des sociétés en développement, New Delhi (Inde);
 - e) El Colegio de Mexico, Mexico (Mexique);
 - f) Université de Hiroshima, Hiroshima (Japon);
 - g) Institut Marga, Colombo (Sri Lanka);
 - h) Institut Max Planck, Starnberg (République fédérale d'Allemagne);
 - i) Université McGill, Montréal (Canada);
 - j) Mershon Center, Ohio State University, Columbus, Ohio (Etats-Unis d'Amérique)
 - k) Institut de recherche sur la paix, Göteborg (Suède);
 - l) Académie des sciences de Pologne, Comité "Pologne, An 2000", Varsovie (Pologne);
 - m) Centre scientifique de Berlin, Berlin (République fédérale d'Allemagne);
 - n) Société pour le développement international, Rome (Italie);
 - o) Union des associations internationale, Bruxelles (Belgique);
 - p) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, New York (Etats-Unis d'Amérique);
 - q) Université d'Auckland, Auckland (Nouvelle-Zélande);
 - r) Université de Bucarest, Bucarest (Roumanie);
 - s) Université de Dar es-Salam, Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie);
 - t) Université d'Oslo, Oslo (Norvège);

- u) Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée (Papouasie-Nouvelle-Guinée);
- v) Université scientifique de Malaisie, Penang (Malaisie);
- w) Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
- x) Université des Indes occidentales, Kingston (Jamaïque);
- y) Fédération des études sur l'avenir du monde, Rome (Italie).

2. Projet de recherche sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation

- a) Centre national de la recherche scientifique, Paris (France) (établissement coordonnateur);
- b) Université de Cambridge, Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
- c) Université centrale du Venezuela, Caracas (Venezuela);
- d) Centre d'études en sciences sociales, Calcutta (Inde);
- e) Université complutensienne de Madrid, Madrid (Espagne);
- f) Institut d'études et de recherches arabes, Le Caire (Egypte);
- g) Maison des sciences de l'homme, Centre national de la recherche scientifique, Paris (France);
- h) Université Jawaharlal Nehru, New Delhi (Inde);
- i) Université McGill, Montréal (Canada);
- j) Institut national d'anthropologie et d'histoire, Mexico (Mexique);
- k) Université nationale du Mexique, Mexico (Mexique);
- l) Université de Chittagong, Chittagong (Bangladesh);
- m) Université de Kyoto, Kyoto (Japon).

3. Projet de recherche sur les systèmes de recherche-développement en milieu rural

- a) Faculté latino-américaine des sciences sociales, Mexico (Mexique) (établissement coordonnateur);
- b) Fondation de développement économique, Rizal (Philippines);
- c) Commission éthiopienne de la science et de la technique, Addis-Abeba (Ethiopie);
- d) Institut d'étude du développement rural Maya A.C., Mexico (Mexique).

4. Projet de recherche sur l'échange des techniques traditionnelles

- a) Institut Marga, Colombo (Sri Lanka) (établissement coordonnateur);
- b) Association de défense des consommateurs, Penang (Malaisie);
- c) Académie de développement des Philippines, Manille (Philippines);
- d) Groupe de recherche et de communication sur le développement, Katmandou (Népal);
- e) Dian Desa, Yogyakarta (Indonésie);
- f) Université Gakushuin, Tokyo (Japon);
- g) Institut de recherche Thai Khadi, Université Thammasat, Bangkok (Thaïlande).

5. Projet sur l'expérience japonaise en matière de transfert, transformation et développement de la technologie

- a) Institut des économies en développement, Tokyo (Japon) (établissement coordonnateur);
- b) Institut universitaire féminin Bunkyo, Tokyo (Japon);
- c) Département d'agronomie de l'Université de Tokyo, Tokyo (Japon);
- d) Département des lettres, Université Seikei, Tokyo (Japon);
- e) Département de droit et d'économie de l'Université Aichi, Nagoya (Japon);
- f) Faculté des lettres de l'Université Rikkyo, Tokyo (Japon);
- g) Faculté des lettres de l'Université Shinshu, Nagano (Japon);
- h) Faculté des sciences économiques et commerciales de l'Université Senshu, Tokyo (Japon);
- i) Faculté des sciences économiques de l'Université Hosei, Tokyo (Japon);
- j) Faculté des sciences économiques et politiques de l'Université de Hiroshima, Hiroshima (Japon);
- k) Faculté des sciences sociales et des lettres de l'Université métropolitaine de Tokyo, Tokyo (Japon);
- l) Faculté de sociologie de l'Université Kansai, Osaka (Japon);
- m) Université Hanazono, Kyoto (Japon);
- n) Institut universitaire de technologie de Hokkaido, Sapporo (Japon);
- o) Institut universitaire d'hygiène de Hokkaido, Sapporo (Japon);
- p) Institut de recherches économiques de l'Université Hitotsubashi, Tokyo (Japon);
- q) Institut de science de l'environnement, Université de Hokkaido, Sapporo (Japon);
- r) Office de formulation des politiques, Administration municipale de Tokyo (Japon);

- s) Institut universitaire médical de Sapporo, Sapporo (Hokkaido);
- t) Lycée Dai-ichi de Sendai, Sendai (Japon);
- u) Institut universitaire de technologie de Tokyo, Tokyo (Japon);
- v) Université Gakugei, Tokyo (Japon);
- w) Université Toyo, Tokyo (Japon);
- x) Université Wako, Yokohama (Japon).

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

REUNIONS AYANT EU LIEU ENTRE JUIN 1978 ET JUIN 1979

- a) 19-23 juin 1978 Réunion du Groupe de travail sur les droits de l'homme à Vienne (Autriche)
- b) 3-5 juillet Réunion préparatoire pour le Séminaire sur les droits de l'homme organisé à l'Académie de droit international de La Haye, La Haye (Pays-Bas)
- c) 17-21 juillet Réunion préparatoire en vue de la réunion du projet sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation, Mexico (Mexique)
- d) 2-8 octobre Troisième réunion du projet sur les objectifs, processus et indicateurs de développement, Genève (Suisse)
- e) 16-20 octobre Réunion du projet sur les systèmes de recherche et développement en milieu rural, Mexico (Mexique)
- f) 30 octobre-3 novembre Réunion du projet sur l'échange des techniques traditionnelles, Chiang Rai (Thaïlande)
- g) 13-17 novembre Colloque asiatique sur la créativité intellectuelle endogène à l'Université de Kyoto, Kyoto (Japon)
- h) 20-22 novembre Réunion du Comité consultatif du programme, Tokyo (Japon)
- i) 9 janvier 1979 Réunion consultative avec des chercheurs français, portant sur le Programme de développement humain et social, Paris (France)
- j) 9-12 janvier Préparation de la réunion commune UNU/UNESCO sur les droits de l'homme et le programme d'éducation pour le développement, Paris (France)
- k) 15-20 janvier Réunion du groupe directeur du projet sur les objectifs, processus et indicateurs de développement à l'Université de Bucarest, Bucarest (Roumanie)

- l) 21-27 janvier Réunion du Comité consultatif du programme à Tokyo (Japon)
- m) 5-7 février Réunion du groupe d'étude sur l'alimentation (préparation des journées d'étude communes PMF/PDHS au MIT), Genève (Suisse)
- n) 26-29 mars Journées d'étude communes PMF/PDHS sur les objectifs, processus et indicateurs de la politique de l'alimentation et de la nutrition, MIT, Cambridge (Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique)
- o) 16-23 avril Réunion du projet sur l'échange des techniques traditionnelles, Yogyakarta (Indonésie)
- p) 23-30 avril Quatrième réunion du réseau du projet sur les objectifs, processus et indicateurs de développement, Dakar (Sénégal)
- q) 23-28 avril Colloque latino-américain du projet sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation à Mexico (Mexique)

Onze autres réunions de sous-projet du projet sur les objectifs, processus et indicateurs de développement ont eu lieu (liste : voir plus haut, par. 66).

VI. PROGRAMME SUR L'UTILISATION ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

A. Introduction

110. Le principal objectif du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles est de tenter de faire en sorte que la capacité de production de ressources naturelles renouvelables ne soit pas entamée, et que le meilleur usage possible soit fait des ressources existantes. Le Programme met l'accent sur les régions rurales des pays en développement, car ce sont elles qui sont le plus gravement affectées par la conjonction de la pauvreté, du changement rapide, du manque de perspectives et du manque d'informations qui permettraient de mettre en oeuvre les politiques de gestion appropriées. Le Programme est un élément d'une institution universitaire et non d'une agence d'assistance technique, et un certain nombre de problèmes ont été choisis, à la résolution desquels de premiers efforts de recherche, de formation avancée et de diffusion de l'information pourraient apporter une contribution. Comme des problèmes tels que le manque de main-d'oeuvre qualifiée, l'insuffisance des connaissances et la mauvaise utilisation qui est faite de l'information existante varient selon la question et selon l'emplacement, les obstacles à l'utilisation judicieuse d'une ressource donnée dans une région donnée sont abordés de façon différenciée.

111. Nombreuses sont les institutions qui organisent des recherches et de la formation, à la faveur de stages ou de bourses de courte durée, dans des établissements généralement situés dans les pays en développement. Par contre, peu nombreuses sont celles qui mettent l'accent sur la création de réseaux ou sur les échanges entre leurs organismes. L'originalité du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles tient au fait que la Charte a donné à l'Université pour mandat d'encourager la formation avancée, d'utiliser la recherche comme principal véhicule de l'information, ainsi qu'au caractère multidisciplinaire des projets et à l'organisation de rencontres entre chercheurs travaillant soit sur des aspects différents du même problème soit sur le même problème mais dans des régions différentes.

B. Résumé des activités de l'année

112. La mise en place effective du Programme, c'est en ces quelques mots qu'on peut résumer les activités qui ont eu lieu en 1978-1979. Entre la mise en route du programme et juin 1978, on s'était surtout efforcé de formuler et d'explorer les possibilités du programme, de savoir quels thèmes devraient être étudiés, et de choisir les emplacements des travaux de recherche et de formation. Pendant l'année écoulée, le programme a vu le nombre de ses institutions associées passer d'un à neuf, et la tenue de journées d'étude scientifique dans six d'entre elles. Ces journées d'étude ont permis de définir les activités de recherche et de formation qui seront menées à bien au cours des trois premières années d'association. Dix boursiers de l'Université des Nations Unies ont été sélectionnés et commencent leur formation dans ces établissements. Les trois premiers "boursiers spéciaux" ont terminé leur période d'étude, et cinq autres l'ont commencée. Des missions exploratoires ont été effectuées dans plus de 30 pays par le personnel du programme ou par des consultants. Sept unités de recherche et de formation ont été créées, et on envisage la création de dix autres.

C. Perspectives et activités des sous-programmes

1. La base écologique du développement rural dans les régions tropicales humides

113. L'objet de ce sous-programme est d'analyser les systèmes de ressources traditionnels, puis de déterminer comment la modification, l'adaptation ou l'introduction de nouvelles techniques peut contribuer à la protection de l'environnement, maintenir ou accroître la productivité et contribuer à satisfaire les aspirations de la population locale. Les problèmes, dans ce domaine, sont abordés à l'aide du concept de "systèmes de ressources", qu'on peut définir, grossièrement, comme la totalité de la chaîne d'événements grâce auxquels une matière première est exploitée et transformée en un produit final ou un service. Une telle approche, novatrice, présente à la fois un intérêt pour la recherche et pour l'enseignement, du fait qu'elle aide à envisager de façon globale les problèmes et faciliter la coopération interdisciplinaire. Quatre systèmes de ressources ont été choisis en mai 1977, et le comité consultatif du programme a confirmé ce choix pour la phase initiale du sous-programme : 1) les systèmes énergétiques ruraux, 2) les systèmes agro-sylvicoles, 3) les systèmes d'interaction entre l'eau et le sol, 4) les systèmes d'interaction entre hautes et basses terres.

114. En outre, le concept de système de ressources lui-même fait l'objet d'une évaluation, et on tente de poursuivre l'étude théorique et méthodologique de ce concept. Deux séminaires, au cours desquels ont été présentées diverses études de cas, ont eu lieu, l'un aux Philippines, du 29 mai au 2 juin 1978, l'autre en République de Corée, du 28 mai au 1er juin 1979; un rapport devrait être publié dans le courant de l'année.

a) Systèmes énergétiques ruraux

115. Les approvisionnements énergétiques sont d'une importance essentielle pour le développement, et c'est pour cette raison que les systèmes énergétiques ruraux constituent le premier système de ressources retenu. Dans de nombreuses zones rurales des régions tropicales humides, la principale source de combustible est le bois, et une dépendance excessive à l'égard de cette source d'énergie peut entraîner une grave détérioration de l'environnement et hypothéquer les progrès futurs. En examinant la combinaison de ressources énergétiques disponibles et en analysant les processus économiques et sociaux qui déterminent la production et la consommation de combustibles, on peut parvenir à un certain nombre de résultats pratiques aussi bien que théoriques. Une meilleure compréhension des systèmes énergétiques ruraux devrait conduire à des politiques de gestion plus efficaces qui, si elles étaient adoptées, non seulement permettraient d'accroître les approvisionnements énergétiques mais aussi d'atténuer la dégradation de l'environnement à long terme. Les possibilités d'innovations techniques, par le biais de sources d'énergie non classiques comme le gaz de fermentation, ou par des améliorations de moindre ampleur telles que l'utilisation de réchauds plus efficaces, sont actuellement à l'étude.

116. On a commencé à procéder à une étude complète de ce type à l'Université d'Ife au Nigéria. Le projet a été formulé de façon détaillée à la faveur de journées d'étude tenues en août 1978 dans cette université avec laquelle a été signé à cette date un accord d'association. Cinq domaines d'études ont été retenus :

- i) Les facteurs socio-culturels qui déterminent les préférences énergétiques en milieu rural;
- ii) L'influence des marchés urbains sur la production et l'utilisation d'énergie en milieu rural;
- iii) Les caractéristiques géographiques de la production de bois et de l'épuisement des ressources;
- iv) L'étude des essences d'arbres produisant du bois combustible dans la dynamique de la végétation et de l'utilisation des sols;
- v) L'offre d'énergie provenant de la plantation de bois et les autres options possibles.

117. Ces cinq thèmes seront étudiés autour de centres urbains de taille variable et dans des zones écologiques différentes, dans le sud-ouest du Nigéria. Outre le soutien apporté par l'Université, la Fondation Ford apporte un concours de 25 000 dollars, et on est aussi à la recherche d'autres sources de financement. Conformément à la pratique retenue par l'Université jusqu'ici, des boursiers, venant des régions où on rencontre des problèmes similaires ou des conditions du même ordre, viendront à l'Université d'Ife travailler à ce projet, pour une période de 6 à 12 mois. Après avoir accru leur expérience et acquis de nouvelles connaissances, ces boursiers pourront lancer des projets semblables dans leur propre pays, de façon à multiplier l'efficacité des activités de l'Université. Dans ce domaine, à titre de première étape, on s'efforce de lancer des études similaires, sur une moindre échelle, dans d'autres parties de l'Afrique occidentale ainsi qu'en Malaisie.

118. De façon plus ambitieuse, une étude a été commandée sur le thème de l'utilisation traditionnelle du bois et du charbon de bois en Europe, en Afrique et en Asie. Utilisant des données existantes, un ouvrage exposera plus clairement le rôle important donné au bois, et les conséquences de cette dépendance sur l'environnement. On envisage une publication similaire en Amérique latine.

b) Systèmes agro-sylvicoles

119. Dans une grande partie des régions tropicales humides, l'accroissement de la population et de la demande d'aliments et de matières premières pour l'exportation exerce de fortes pressions sur les systèmes traditionnels qui se sont constitués surtout pour faire face aux besoins de subsistance et pour les échanges locaux. L'intensification résultante de l'agriculture, souvent fondée sur des techniques développées pour les régions tempérées, et donc inappropriées, conduit souvent au cercle vicieux de la dégradation de l'environnement et de la réduction de la capacité productive. L'une des méthodes les plus prometteuses de maintien d'une productivité élevée avec minimisation des distorsions sociales et mésologiques est à rechercher dans le système agro-sylvicole, qui conjugue arboriculture et labour, et même élevage. Des études des pratiques traditionnelles d'utilisation des sols devraient permettre d'établir les informations nécessaires au développement de techniques agro-sylvicoles appropriées, compte tenu de l'emplacement et de la tradition culturelle.

120. Le Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale de Turrialba (Costa Rica) sert de base au projet sur les systèmes agro-sylvicoles. Cet établissement associé entreprend des recherches, sous les auspices de l'Université, et assure la formation de la plupart des boursiers dans ce domaine. En mars 1979, des journées d'étude ont rassemblé des chercheurs, venant surtout de l'Amérique latine, qui ont discuté l'état des travaux dans le domaine de l'agro-sylviculture en Amérique latine; les travaux en seront publiés. Des recherches ont commencé sur l'utilisation des arbres comme points d'appui des haies vives séparant les prairies ou pour la stabilisation des pentes en combinaison avec des cultures.

121. L'Université de Chiang Mai, en Thaïlande, est un autre point nodal du réseau. Trois boursiers spéciaux, venant de Chiang Mai, se sont rendus au Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, au milieu de 1978. La recherche agro-sylvicole fait désormais partie intégrante du projet en cours de réalisation à Chiang Mai, et des journées d'étude sur l'agro-sylviculture en Asie du Sud-Est seront organisées à la fin de 1979.

122. En raison de l'intérêt nouveau porté, dans le monde entier, à l'agro-sylviculture, on étudie la possibilité d'établir un certain nombre de liens de formation. Une petite unité de formation et de recherche a été créée à l'Institut écologique de Wau en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui assure la formation avancée de chercheurs locaux. La création du Conseil international de la recherche en agro-sylviculture a entraîné la mise en route de plusieurs projets de recherche dans les tropiques humides, et des consultations ont lieu pour déterminer les formes les plus appropriées d'interaction. On envisage de publier, dans le cadre du programme, un bulletin périodique sur l'agro-sylviculture, en coopération avec l'union internationale des organisations de recherche forestière.

c) Systèmes d'interaction entre l'eau et le sol

123. En raison d'une part des pressions qui résultent du développement et de l'expansion de la production, et des contraintes qu'exerce souvent l'environnement, de l'autre, il est essentiel d'examiner les interactions entre l'eau et le sol et leur rôle dans le développement futur des régions tropicales humides, notamment les zones côtières. Dans des régions entières, les marécages, les rivières et les estuaires constituent une importante source de protéines pour des populations dont le régime alimentaire est souvent minimal. Dans ces zones, des modifications du régime des eaux de ruissellement, causées soit par les projets de développement soit par la réaction en chaîne du déboisement, de l'érosion, des inondations et de l'alluvionnement peuvent bouleverser le système économique et social local et réduire la base de ressources. Le projet de l'Université a commencé par une étude des mares poissonneuses d'eau saumâtre (tambaks) qui existent en Indonésie, et se poursuivra par l'étude de techniques de gestion qui pourraient être appliquées à d'autres régions.

124. En septembre 1978, a eu lieu un séminaire du programme, dont l'objet a été de formuler le programme de recherche et à la faveur duquel a été signé un accord d'association avec l'Université d'agronomie de Bogor qui servira de base au projet. La recherche portera surtout sur les tambaks en tant que systèmes de ressources, et sur les liens possibles avec l'élevage et la culture du riz. Une meilleure compréhension des éléments qui constituent les tambaks et de leurs

possibilités devrait conduire à une utilisation plus efficace des ressources. On espère pouvoir diffuser dans toute l'Asie du Sud-Est les résultats de ces travaux par la création d'un réseau et l'organisation de la formation de boursiers de l'UNU.

125. Ces activités sont étroitement liées au projet, en cours de mise en place, sur les zones côtières, qui peuvent aussi être considérées comme des systèmes d'interaction entre l'eau et le sol. Un petit groupe de travail, réuni en avril 1978, a recommandé l'organisation d'une série de stages d'un an dans les pays en développement. Intéressant d'abord l'Indonésie, où la formation de la main-d'oeuvre est l'un des principaux objectifs du plan de cinq ans du pays, le projet pilote comprendra la formation d'un groupe de six jeunes chercheurs aux techniques d'enquête, de recherche et de résolution des problèmes, qu'exige une gestion efficace des ressources côtières. Une étude approfondie des problèmes locaux donnera des informations utiles pour l'effort de gestion lui-même, et à titre d'exemple pour les chercheurs. Les résultats recueillis sur d'autres régions permettront une évaluation plus large des problèmes côtiers.

126. En poursuivant et en renforçant ce stage, au cours de plusieurs années, on tente d'établir un réseau auto-entretenu de chercheurs travaillant sur la gestion des ressources côtières; on tente aussi de mener à bien un ensemble d'études de référence qui illustreront les formes particulières d'impact des activités humaines sur les zones côtières. On s'efforce de mettre en route un programme similaire au Moyen-Orient ou en Amérique latine.

d) Systèmes d'interaction entre hautes et basses terres

127. Les hautes terres, dans les régions tropicales humides, ont souvent des populations importantes, subsistant avec des ressources appréciables mais trop limitées. Les pressions excessives exercées sur ces ressources peuvent entraîner de graves dommages pour l'environnement, tels que l'érosion, les inondations et l'alluvionnement, et c'est le plus souvent en ces termes qu'ont été étudiées les interactions entre les hautes et basses terres. Cependant, les échanges sociaux et économiques entre ces types de régions doivent aussi être étudiés, en tenant compte non seulement des effets des hautes terres sur les basses terres, mais aussi de la relation inverse.

128. En Thaïlande, les travaux sur l'agro-sylviculture et sur l'érosion des sols, notamment, doivent être considérés dans ce contexte plus large, et on espère que les premiers travaux sur le terrain aboutiront à des études plus complètes des échanges de main-d'oeuvre, de marchandises et de capital entre les montagnes et les vallées.

129. L'Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée s'efforce d'assurer la formation de chercheurs nationaux. En coopération avec l'UNESCO, une étude entreprise porte sur les déplacements de l'ethnie goilala des hauts plateaux de l'intérieur vers la région voisine de la route de Hiritano et de la rivière Vanapa près de Port Moresby et dont les membres s'installent selon un plan organisé, ou, plus fréquemment, comme occupants illégaux. La recherche porte sur l'impact de ces migrations sur le type de cultures pratiquées et les caractéristiques socio-culturelle des populations migrantes.

130. Dans ce projet, la principale activité porte sur les risques de catastrophes naturelles, notamment les glissements de terrain et les inondations, au Népal. Plus précisément, les objectifs sont de : 1) travailler avec des responsables népalais sur un prototype de carte des risques naturels, 2) commencer à évaluer la façon qu'ont les hommes de réagir face aux risques de catastrophes naturelles, et 3) mettre en place les premiers éléments d'un effort de cartographie systématique de ces risques, par des spécialistes locaux qui recevront une formation pendant les premières phases du projet. En adaptant des techniques développées en Suisse et au Colorado, un groupe de travail, en mars 1979, a choisi deux régions de montagnes d'altitude moyenne, au Népal, présentant une variété représentative de types de paysages et de pratiques d'utilisation des sols, dans le but d'élaborer et de tester les légendes de ces cartes. Comme la formation est un élément du projet, trois jeunes chercheurs népalais se trouvent actuellement à l'Université du Colorado, à Boulder pour participer à un programme de formation à l'étude des écosystèmes de montagne. L'Université du Colorado (Boulder) est associée à l'Université depuis mai 1979, et son principal rôle sera la formation. En septembre 1979, des études sur le terrain systématiques commenceront, avec le concours interdisciplinaire de spécialistes népalais et d'autres pays. Les cartes ainsi obtenues devraient constituer une base utile à l'effort d'aménagement du territoire, et l'ensemble du projet constituera une étude de cas détaillée des attitudes à l'égard des risques de catastrophes naturelles. Le projet est mené en collaboration étroite avec le programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère.

2. Evaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides

131. Les terres arides (y compris les terres semi-arides et hyperarides) représentent quelque 30 p. 100 des surfaces émergées et comptent 14 p. 100 de la population mondiale, souvent extrêmement pauvre. Le caractère fragmentaire des efforts de développement et des projets réalisés explique que les zones arides ont souvent été oubliées, ce qui a accentué les différences de revenu entre ces populations et celles d'autres régions. La surcharge pastorale, les cultures sèches, le déboisement et l'utilisation de tous les matériaux organiques comme combustible ou pour l'alimentation animale peuvent gravement affecter la capacité du sol d'entretenir la vie. Les fluctuations de la pluviométrie, caractéristique naturelle des régions arides, aggravent les problèmes actuels que posent la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

132. Au cours des dernières années, des ressources importantes ont été consacrées aux sols arides, des informations abondantes ont été rassemblées, mais les cas de mauvaise gestion ou d'absence totale de gestion demeurent. La Conférence des Nations Unies sur la désertification, tenue à Nairobi du 29 août au 9 septembre 1977, a souligné que les connaissances existantes, sans être complètes, suffisaient à atténuer la gravité des difficultés les plus immédiates. Ainsi, le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles met avant tout l'accent sur les facteurs qui empêchent l'utilisation efficace des connaissances, ainsi que sur le développement et l'application des moyens permettant de surmonter les difficultés identifiées.

133. La première étape de l'évaluation de l'efficacité du transfert des connaissances a consisté en la préparation de dix études sur des questions telles que l'évaluation de divers projets de développement, un examen critique des mesures prises pour sédentariser les nomades, les différentes manières dont est perçue la désertification, et les obstacles à la diffusion des connaissances entre les établissements de recherche ou les chercheurs eux-mêmes et les habitants des zones immédiatement voisines. La plupart de ces études font actuellement l'objet d'un examen paritaire,

en vue d'être publiées, et les résultats seront rassemblés, lors d'un séminaire qui aura lieu à la fin de 1979. Ce séminaire, s'ajoutant à une étude théorique en cours d'achèvement, consistera en la préparation de manuels de gestion, de matériaux pédagogiques ou la formulation de principes généraux de gestion.

134. L'Université de Khartoum, au Soudan, sert de base à ce projet, et l'accord d'association a été signé lors d'un séminaire d'organisation qui y a eu lieu à la fin d'octobre 1978. Les résultats de ce séminaire sont sur le point d'être publiés. Cinq domaines d'études ont été choisis : 1) disparités de perception du changement, 2) acceptation sociale des idées nouvelles, 3) écart dans la perception du changement, 4) structures administratives et liaisons entre les plans et l'action, et 5) diffusion des résultats de la recherche. Plusieurs études d'évaluation effectuées au Soudan, qui devraient être terminées à la fin de 1980, permettront d'aborder des aspects précis de chacune de ces questions. Le programme passera alors à sa seconde phase, la tentative de trouver des moyens d'améliorer le transfert de l'information. Les travaux à l'Université de Khartoum seront menés parallèlement à d'autres études faites au Soudan par l'Université de Swansea (Royaume-Uni) et grâce à des bourses d'étude à l'Université de Khartoum et à l'Université de Hambourg, financées par des fonds d'aide bilatérale fournis par l'Allemagne fédérale.

135. On envisage une expansion considérable de ce sous-programme au cours des deux prochaines années, notamment en Amérique latine. Le vice-recteur se rendra au Pérou, en Argentine et au Chili pour y étudier les possibilités d'activité; un séminaire est prévu au Mexique au début de 1980. Ses contacts réguliers avec l'Institut central de recherche sur les zones arides de Jodhpur (Inde) devraient conduire à l'établissement d'un lien formel. L'Université des Nouvelles-Galles-du-Sud, à Sydney (Australie) est le deuxième établissement associé au titre de ce sous-programme, depuis avril 1979. Sa fonction sera surtout d'assurer la formation avancée, ce qui n'est pas possible pour ce sous-programme dans d'autres centres actuels ou futur du réseau. Le premier boursier de l'UNU au titre de ce sous-programme a commencé sa recherche à l'Université des Nouvelles-Galles-du Sud en juin 1979; on procède à la sélection d'autres boursiers.

136. Dans toutes ces activités, l'Université des Nations Unies est en collaboration étroite avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui assure la coordination du plan d'action pour lutter contre la désertification a/, ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies comme le Bureau pour le Sahel et l'UNESCO. On entretient également des liens étroits avec la communauté universitaire comme le montre la réunion sur la désertification tenue conjointement par l'Université et l'Union géographique internationale en Arizona, en janvier 1979.

3. Energie pour les communautés rurales

137. A mesure qu'on perçoit mieux, dans le monde entier, le rôle essentiel que joue l'énergie dans la qualité de la vie, on prend plus facilement conscience du fait que dans la plupart des régions rurales des pays en développement le niveau de la consommation d'énergie reste toujours très bas. Comme 60 p. 100 de la population mondiale vit en milieu rural, l'inclusion de travaux sur l'énergie

a/ Voir A/CONF.74/36, chapitre premier.

dans les communautés rurales des pays en développement, dans le programme sur les ressources naturelles, est justifiée. La possibilité de disposer, de façon sûre, de quantités substantielles d'énergie peut entraîner un accroissement de la production agricole et industrielle locale, permet d'entretenir la végétation existante, donne aux enfants le temps de faire leur travail scolaire le soir, et aux mères celui de prendre soin de leur famille, et ouvre les perspectives de la société rurale au-delà de l'économie de subsistance, vers un développement technique et culturel interne.

138. L'accent mis dans ce sous-programme sur l'utilisation de sources décentralisées et renouvelables d'énergie résulte du caractère dispersé de la plupart des communautés rurales. Le rattachement de ces communautés à des réseaux d'alimentation électrique progresse à un rythme très lent, et les combustibles fossiles sont généralement trop coûteux pour représenter une option valable de façon générale. Comme il existe effectivement des systèmes énergétiques de petite dimension, s'appuyant sur des sources d'énergie renouvelables et peu coûteuses, le programme s'efforce d'adapter de telles techniques aux conditions locales et d'élaborer des moyens de les introduire dans les communautés rurales. L'objectif premier est donc d'entreprendre des recherches et une formation avancée multidisciplinaire qui conduiraient à l'introduction des systèmes énergétiques fondés sur l'utilisation optimale des ressources énergétiques renouvelables et n'entraînant pas de dégradation de l'environnement, comme l'énergie solaire, la conversion microbiologique et l'énergie éolienne. Ces travaux sont menés à bien surtout dans des établissements existants, l'un des principaux buts de l'Université étant de renforcer les capacités de recherche et de formation des pays en développement. Un élément essentiel de cet effort réside dans un service de dissémination de l'information destiné à faire connaître aux chercheurs les développements les plus récents des techniques applicables aux conditions locales et à leur permettre d'entrer en contact avec des collègues travaillant sur des problèmes du même ordre dans d'autres pays en développement.

a) Projets pilotes

139. La principale méthode utilisée pour réaliser les objectifs du programme est l'établissement d'une série de projets pilotes, portant chacun sur l'introduction dans les communautés rurales des énergies renouvelables. L'objectif de chacun de ces projets pilotes est de démontrer l'intérêt des sources d'énergie renouvelables existant localement et qui sont le plus appropriées à chaque tâche, dans un contexte géographique et social donné. L'accent est mis sur l'utilisation de diverses sources d'énergie, mais aussi sur l'intégration de ces systèmes énergétiques à la structure de la société locale. Ainsi, l'approche multidisciplinaire couvre non seulement l'adaptation des techniques existantes aux conditions locales mais aussi les aspects économiques, socio-culturels, mésologiques, institutionnels et sanitaires qui déterminent l'acceptabilité du système par les utilisateurs. Chacun des projets de recherche aura une composante de formation de façon que soient assurées l'adaptation, la sélection, l'intégration et l'introduction de nouveaux systèmes et l'amélioration des systèmes existants, dans les villages des pays où vivent les personnes ainsi formées.

140. Le premier projet pilote a été lancé en Algérie en septembre 1978. L'organisme national de la recherche scientifique est l'établissement associé à l'Université pour la planification et l'exécution du projet. Un village pilote sera construit à Aïn Hnache, dans le département (Wilaya) de M'Sila, par le

Centre de recherche en architecture et urbanisme, qui fait partie de cet organisme, et fera aussi fonction de centre pour la réalisation pratique de ce projet. A la suite de discussions qui ont eu lieu à la faveur d'un séminaire organisé en avril 1978 à Alger, le projet, qui fait une grande place à l'architecture, aux matériaux de construction, et à l'utilisation de l'énergie, traitera de l'application et de l'intégration de l'énergie solaire pour des tâches telles que le pompage, le chauffage et le dessalement de l'eau.

141. Le second projet devrait être réalisé en Iran. Une différence importante est que le projet iranien met en avant l'adaptation des dispositifs faisant appel aux énergies renouvelables aux conditions et aux structures d'un village du type traditionnel et non d'un nouveau village comme dans le cas du projet algérien. On prévoit que la technologie sera introduite et évaluée par les villageois eux-mêmes, par l'intermédiaire du système existant de dispensaires ruraux. Les équipements solaires qui seront expérimentés et utilisés dans ces dispensaires comprennent des autoclaves, pour la stérilisation des instruments médicaux, des chauffe-eau, et des génératrices d'électricité pour l'éclairage et les communications.

142. Comme on envisage la mise en place d'un réseau de projets de villages pilotes, une mission d'évaluation s'est rendue dans la région du Sahel et en Afrique de l'Est en avril et en mai, et des discussions sont en cours sur des projets éventuels dans ces régions. Le séminaire annuel de ce sous-programme pour 1980 est également prévu dans cette région, de façon à renforcer les liens scientifiques et administratifs nécessaires.

143. On prévoit de créer de petites unités de recherche et de formation pour compléter ces principaux projets pilotes. Les premières seront probablement associées au projet commun sur la conservation des aliments grâce à l'énergie solaire pour les communautés rurales (voir ci-après, par. 158 et 159) et pourraient être situées en Amérique latine et en Afrique noire.

b) Etudes énergétiques

144. Dans de nombreux pays en développement, on attache désormais une grande priorité à la formulation de la politique énergétique et à sa planification. Cependant, dans de nombreux pays, les études des ressources énergétiques, des approvisionnements et de l'utilisation d'énergie sont entreprises de façon fragmentaire, par des administrations d'une part et par les producteurs ou les fournisseurs de divers types d'énergie d'autre part. Cherchant à tirer parti de la possibilité de coordonner ces activités, on s'efforce, dans le programme, d'étudier les moyens d'établir des centres nationaux pour la collecte de données, l'élaboration de modèles et la planification dans le domaine de l'énergie. De tels centres pourraient formuler des recommandations sur les politiques énergétiques à court terme et à long terme compatibles avec les objectifs nationaux. On attend l'accord du Gouvernement de l'Inde pour procéder à l'établissement du premier de ces centres.

c) Diffusion de l'information

145. Un programme complet de diffusion de l'information est mis en place, afin de rompre l'isolement des chercheurs des pays en développement qui se penchent sur les techniques de l'énergie solaire, de la conversion microbiologique et de l'énergie éolienne. La première phase a commencé en janvier 1979 avec le

début de la parution d'une publication mensuelle, ASSET (Abstracts of Selected Solar Energy Technology). Chaque numéro comprend des notices bibliographiques sur les livres, articles et rapports récemment parus et sur les documents des conférences récemment organisées, et qui présentent un intérêt pour les communautés rurales des pays en développement. Les chercheurs qui reçoivent ASSET constituent un réseau d'échange d'informations sur l'énergie solaire dans le monde en développement, et chaque participant y apportera sa propre contribution scientifique. Une fois le réseau stabilisé, avec environ 500 participants, on prévoit de distribuer, au prix de revient et sur demande, des exemplaires complets des documents résumés dans ASSET.

146. L'Université a organisé à Honolulu, en janvier 1979, une Conférence sur les options énergétiques. Avec la coopération du East-West Center de l'Université de Hawaii, de l'Institut international pour l'analyse appliquée des systèmes, cette conférence a eu pour objet la situation énergétique globale au cours des 50 prochaines années, telle qu'on peut la prévoir, et le rôle que pourraient jouer les sources d'énergie non classiques dans la satisfaction de la demande énergétique, qui ne fait que croître. On a examiné en détail l'incidence sociale et sur l'environnement des diverses options concevables. Les travaux de la conférence seront publiés dans le courant de l'année.

147. Enfin, une série de monographies sur les énergies renouvelables et leur utilisation a été commandée. Ces études fourniront l'information la plus récente sur : 1) l'état des travaux sur les techniques d'exploitation de ces énergies et leur intérêt pour les communautés rurales des pays en développement, 2) les techniques traditionnelles jusqu'ici négligées et les principes de leur fonctionnement, et 3) les aspects sociaux, culturels, économiques, mésologiques et institutionnels de l'introduction de ces techniques dans les pays en développement.

d) Energie géothermique

148. Les nombreux pays en développement qui ont un potentiel géothermique en sont à des phases diverses dans leurs efforts d'exploitation de cette source d'énergie. Cinq d'entre eux utilisent déjà l'énergie géothermique pour la production d'électricité, ainsi que pour d'autres applications; 19 autres ont commencé à mettre en route des programmes d'exploration et de recherche pour déterminer l'ampleur de leur potentiel géothermique, et 18 autres pourraient commencer rapidement cette exploration. Compte tenu de l'intérêt suscité par cette forme d'énergie et du fait que l'énergie géothermique peut dans certains pays être une source d'énergie assez importante et attrayante du point de vue de l'économie et de l'environnement, de premières activités ont été organisées dans ce domaine. Des journées d'étude sur les besoins de formation dans le domaine de l'énergie géothermique ont eu lieu à Laugarvatn, en Islande, en juillet 1978, et ont réuni des représentants de l'UNESCO, des Nations Unies, des autres programmes internationaux de formation, et divers spécialistes venant de certains pays en développement. Les participants aux journées d'étude sont convenus qu'il fallait que le programme de formation fût à la fois de haut niveau et d'orientation pratique. Le programme a ainsi lancé en coopération avec l'agence nationale de l'énergie, de l'Islande, un tel programme de formation. Il consistera en une série de huit courts stages spécialisés sur des aspects précis de la géothermie. Conformément à une autre recommandation formulée lors de ces journées d'étude, l'Université créera un forum international des études géothermiques afin de coordonner ou de modifier les programmes existants de formation, ou de recommander la création de nouveaux programmes. La première réunion de ce forum est prévue pour le milieu de 1980, soit en Italie, soit en Nouvelle-Zélande.

149. On prévoit d'étendre les activités du programme en contribuant à renforcer un stage de formation théorique sur l'énergie géothermique à l'Université de Kyushu, au Japon. A la seule intention de personnes venant des pays en développement, ce stage complétera le stage d'orientation plus pratique organisé en Islande. Certaines des personnes ayant terminé le stage théorique au Japon pourront en effet suivre le stage organisé en Islande.

D. Relations avec d'autres organisations et institutions

150. Pendant toute la période de formulation du Programme sur les ressources naturelles, on a tenu le plus grand compte des autres programmes internationaux déjà existants, de façon à éviter tout double emploi. Des experts et des consultants des autres organismes des Nations Unies, notamment l'UNESCO, la FAO et le PNUE ont participé à la réflexion sur les activités envisagées en 1979. Les représentants de ces organismes et d'autres organismes ont participé aux réunions de planification des divers projets, et ceci se reflète dans le développement d'activités menées en commun. Le Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère contribue aux projets de l'Université menés au Népal et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et l'Université envisage de participer à l'organisation d'un séminaire au Mexique avec la Commission océanographique intergouvernementale, l'UNESCO et les Nations Unies. Dans le domaine de l'énergie géothermique, l'UNESCO, le PNUD et le Centre pour les ressources naturelles, l'énergie et les transports sont convenus que l'Université devrait jouer un rôle de coordination. Des discussions sont en cours avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, qui apporterait son concours au projet sur la cartographie des risques de catastrophes naturelles. En ce qui concerne les terres arides, l'Université entretient des relations étroites, officielles et de travail, avec le PNUE, qui assure la coordination de toutes les activités relevant du plan d'action pour lutter contre la désertification a/. Des consultations ont également lieu avec le Bureau pour le Sahel (ONU) et le programme de l'UNESCO.

151. L'Université entretient des relations étroites avec les organisations non gouvernementales, notamment diverses unions affiliées au Conseil international des unions scientifiques. En coopération avec l'Union géographique internationale l'Université a organisé une réunion sur la désertification, et des discussions sont en cours en vue d'activités communes avec le Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement. Enfin, un bulletin d'information sur l'agro-sylviculture est envisagé, avec l'Union internationale des organisations de recherches forestières. On est en contact avec diverses fondations pour obtenir un complément de financement des projets, et l'aide bilatérale de la Suisse, de l'Allemagne fédérale et des Etats-Unis contribue à renforcer divers projets du programme.

152. Ainsi, les liens personnels et officiels permettent d'entretenir une communication active, qui se manifeste dans la complémentarité des programmes. A la faveur de leurs déplacements, les membres du personnel du Programme et les consultants s'efforcent constamment, d'entrer personnellement en contact avec les responsables de diverses organisations. En fait, l'immense étendue des problèmes abordés fait que la présence de fonds suffisants, l'utilisation efficace des ressources et une bonne planification importent plus qu'un risque de "chevauchement" des activités d'organismes qui s'attaquent à des lacunes complexes des connaissances au niveau mondial.

INSTITUTIONS PARTICIPANT OU ENVISAGEANT DE PARTICIPER AUX
ACTIVITES DU PROGRAMME SUR L'UTILISATION ET LA GESTION DES
RESSOURCES NATURELLES

A. Institutions associées

1. Actuelles

- a) Université d'agronomie de Bogor, Bogor (Indonésie)
- b) Université de Chiang Mai, Chiang Mai (Thaïlande)
- c) Agence nationale de l'énergie, Reykjavik (Islande)
- d) Organisme national de la recherche scientifique, Alger (Algérie)
- e) Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, Turrialba (Costa Rica)
- f) Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis d'Amérique)
- g) Université d'Ife, Ile-Ife (Nigéria)
- h) Université de Khartoum, Khartoum (Soudan)
- i) Université des Nouvelles-Galles-du-Sud, Sydney (Australie)

2. Projetées

- a) Academia Sinica, Pékin (République populaire de Chine)
- b) Institut de recherche sur la nutrition animale, Wageningen (Pays-Bas)
(conjointement au Programme mondial contre la faim)

B. Etablissements où sont situées les unités de formation et de recherche

1. Actuelles

- a) Institut international de recherches aériennes et des sciences de la terre, Enschede (Pays-Bas)
- b) Institut national d'océanologie de l'Institut indonésien des sciences, Djakarta (Indonésie)
- c) Institut national de la science et de la technologie, Manille (Philippines)
- d) Commission nationale de planification, Kathmandou (Népal)
- e) Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée)
- f) Université de Swansea (Royaume-Uni)
- g) Institut d'écologie de Wau, Wau (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

2. Projetées

- a) Université agricole autonome "Antonio Narro", Saltillo (Mexique)
- b) Institut central de recherche sur les zones arides, Jodhpur (Inde)

- c) Centre d'études avancées sur les zones arides, Quetta (Pakistan)
- d) East-West Center, Honolulu, Hawaii (Etats-Unis d'Amérique)
- e) Université de Kagoshima, Kagoshima (Japon)
- f) Université Pahlavi, Shiraz (Iran)
- g) Centre de développement des pêcheries de l'Asie du Sud-Est, Manille (Philippines)
- h) Université de Campinas, Campinas (Brésil)
- i) Université de Hambourg, Hambourg (République fédérale d'Allemagne)
- j) Université de Malaisie, Kuala Lumpur (Malaisie)

PROGRAMME SUR L'UTILISATION ET LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

REUNIONS AYANT EU LIEU ENTRE JUILLET 1978 ET JUIN 1979

- a) 3-9 juillet 1978 Journées d'étude sur la formation géothermique, Laugarvatn (Islande)
- b) 28-29 juillet Journées d'étude du programme sur les systèmes d'interaction entre hautes et basses terres et les systèmes agro-sylvicoles, Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée)
- c) 10-12 août Journées d'étude sur les systèmes énergétiques ruraux, Ile-Ife (Nigéria)
- d) 18-22 septembre Journées d'étude sur les systèmes d'interaction entre l'eau et le sol, Bogor (Indonésie)
- e) 22-26 octobre Journées d'étude du programme sur la gestion des terres arides, Khartoum (Soudan)
- f) 13-17 novembre Journées d'étude du programme sur les systèmes d'interaction entre hautes et basses terres, Chian Mai (Thaïlande)
- g) 13-17 novembre Conférence internationale commune au PMF et au PRN sur la conversion microbiologique des résidus organiques pour les communautés rurales, suivie d'une réunion de deux jours de groupes de travail, Guatemala City (Guatemala)
- h) 3-8 janvier 1979 Réunion commune au groupe de travail sur la désertification dans les terres arides et autour d'elles, de l'Union géographique internationale, et au sous-programme du PRN sur les terres arides, à Tucson, Arizona (Etats-Unis d'Amérique)
- i) 9-12 janvier Conférence sur les options énergétiques, Honolulu, Hawaii (Etats-Unis d'Amérique)
- j) 22-26 janvier Réunion du Comité directeur et du Comité consultatif à Tokyo (Japon)
- k) 26-30 mars Journées d'étude sur l'agro-sylviculture comme instrument du développement dans la région de l'Amérique tropicale, Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale de Turrialba (Costa Rica)
- l) 15-22 avril Réunion du Groupe de travail sur la cartographie des risques de catastrophes naturelles à Kathmandou (Népal)
- m) 28 mai-1er juin Réunion du Groupe de travail sur la théorie et la méthodologie des systèmes de ressources à Séoul (Corée du Sud)
- n) 31 mai Mini-colloque sur les méthodes de recyclage décentralisées dans la gestion des déchets dans les pays industrialisés, Stockholm (Suède)
- o) 1-2 juin Réunion du Groupe de travail sur l'état des travaux sur la conversion microbiologique des résidus organiques pour les communautés rurales à Stockholm (Suède) (PMF-PRN)
- p) 1-2 juin Séminaire sur les techniques de l'énergie solaire en milieu rural : évaluation des travaux sur le terrain, Atlanta (Georgie, Etats-Unis d'Amérique)

VII. ACTIVITES INTERPROGRAMMES

A. Introduction

153. L'un des principaux progrès réalisés pendant l'année écoulée est la formulation et la mise en route des activités communes à plusieurs des trois programmes. D'emblée, l'Université a fait sienne la proposition selon laquelle les problèmes mondiaux pressants ne peuvent être compris de façon réaliste qu'en tant qu'ils sont perçus comme le résultat d'aspects étroitement liés de la condition humaine, qui ne peuvent être à leur tour appréhendés que grâce à l'intégration de plusieurs disciplines et de connaissances établies des diverses parties du monde.

154. Le développement des programmes a peu à peu montré la complexité des problèmes et la nécessité de perspectives plus vastes. Quatre activités distinctes communes à deux ou à trois programmes ont été mises en route au cours de l'année écoulée, et plusieurs autres en sont à la phase de formulation. On poursuit des efforts visant à étendre la portée et le nombre de ces activités, par le truchement de mécanismes tels que les réunions communes des comités consultatifs, dont la seconde a eu lieu au siège de l'Université, à Tokyo, en janvier 1979. Une semaine de réunions a rassemblé des spécialistes des sciences de l'homme et des sciences de la nature, venant du monde entier, qui se sont fait un nom dans leur domaine propre, et qui aident à donner forme aux diverses activités menées au titre des programmes de l'Université. Ils ont entendu des rapports sur chacune des activités interprogrammes menées jusqu'ici, et ont discuté les moyens d'encourager et d'accroître cette forme d'interaction.

B. Activités

155. Les quatre activités lancées au cours de l'année sont les suivantes :

1. Conversion microbiologique des résidus organiques pour les communautés rurales (Programme mondial contre la faim et Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles)

156. Au cours de la production d'aliments et de fibres textiles à partir de matières végétales ou animales, des milliards de tonnes, littéralement, de matériaux organiques (la paille, le fumier et divers types d'enveloppes des grains) sont mises au rebut. Diverses techniques utilisées dans les villages ont été développées pour tirer parti de ces déchets, et le potentiel non réalisé est extrêmement grand, car ces matériaux sont facilement convertibles soit en énergie soit en aliments de haute qualité pour le bétail. Etant donné que les principales transformations que doivent subir ces résidus pour être transformés en énergie ou en aliments pour le bétail sont non seulement similaires mais également intimement liées, on a retenu ce thème comme sujet d'activités communes au Programme mondial contre la faim et au Programme sur les ressources naturelles au début de 1978.

157. Un groupe de travail a été constitué, et, au cours de l'année, une conférence importante a eu lieu au Guatemala, réunissant 40 participants venus de 14 pays. Les travaux de cette conférence sont publiés sous forme de rapport sur l'état de la question, et des recommandations ont été formulées sur l'étape ultérieure. Une mission d'évaluation s'est rendue en Inde pour sélectionner plusieurs projets différents, dans divers établissements qui deviendront des éléments du réseau d'activités sur la conversion microbiologique. Si l'on obtient des moyens de financer le projet, l'Institut de recherche sur la nutrition animale (Pays-Bas) deviendra une institution associée commune aux deux programmes (il collabore déjà avec le Programme mondial contre la faim) pour les travaux sur la production de biomasse, notamment pour l'alimentation animale. Une autre réunion a eu lieu en juin, recommandant que des journées d'étude sur la production d'aliments pour le bétail et d'énergie à partir de paille de riz et de sagou soient organisées en Asie du Sud-Est. Un accord a été élaboré avec l'Organisation internationale de recherches sur la cellule, en vue de la publication commune d'une monographie sur la conversion microbiologique des résidus végétaux dans les villages et d'un manuel sur les aliments fermentés dans les régions tropicales.

2. Systèmes de conservation solaire des aliments pour les communautés rurales (Programme mondial contre la faim et Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles)

158. Le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles s'emploie activement à trouver des moyens préservant l'environnement et socialement acceptables d'accroître les approvisionnements énergétiques des communautés rurales, qui sont limités, et le Programme mondial contre la faim a pour objectif, notamment, de développer des techniques de conservation des aliments après les récoltes dans les pays en développement. Ainsi l'utilisation de l'énergie solaire pour le séchage des récoltes, de la viande et du poisson, à des fins de conservation, est un thème évident d'intérêt commun. Il est particulièrement important d'effectuer les recherches et d'assurer la formation avancée nécessaires à une optimisation de la vitesse, de l'efficacité et de la possibilité de reproduire ce procédé, dans des conditions climatiques et géographiques variables, et d'adapter cette technique aux besoins culturels, nutritionnels et économiques ayant trait à la conservation des aliments.

159. En janvier 1979, les deux comités consultatifs ont vivement recommandé la création d'un tel programme commun. En juin 1979, une mission d'évaluation s'est rendue au Brésil pour examiner les possibilités d'établir dans ce pays une unité de recherche et de formation en matière de conservation solaire des aliments. A la suite de cette mission, on envisage une réunion de travail à l'Université de Campinas. Elle regroupera du personnel du Programme sur les ressources naturelles et du Programme mondial contre la faim, et des spécialistes extérieurs, qui examineront l'état des travaux sur le séchage solaire des récoltes, proposeront des objectifs prioritaires de recherche, et recommanderont des emplacements où le projet commun pourrait être réalisé.

3. Objectifs, processus et indicateurs de la politique de l'alimentation et de la nutrition (Programmes mondial contre la faim et de développement humain et social)

160. Cette collaboration a son origine dans les travaux du Programme mondial contre la faim sur les liens entre alimentation, nutrition, agriculture et planification nationale, et dans le projet du Programme de développement humain et social sur les objectifs, processus et indicateurs de développement. Les deux programmes ont organisé des journées d'étude communes en mars 1979 à MIT-Harvard, Cambridge (Massachusetts, Etats-Unis), établissement associé au Programme mondial contre la faim.

4. Les systèmes de ressources et la technologie traditionnelle (Programme de développement humain et social et Programme sur l'utilisation et la gestion de ressources naturelles)

161. En 1978, le Programme de développement humain et social a lancé un projet sur l'échange des techniques traditionnelles. L'une des études entreprises porte sur les conséquences sociales et économiques du remplacement des cultures traditionnelles sur brûlis ou itinérantes par d'autres techniques. Dans la perspective du Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles, les cultures itinérantes sont une forme de gestion des sols qui peut avoir de graves conséquences sur l'environnement quand les périodes de jachère sont trop courtes. Les conséquences de l'érosion des sols et de la diminution de la fertilité affectent souvent toute une région, par des effets socio-économiques ou directement physiques tels que les inondations et l'alluvionnement. Ces cultures itinérantes sont en relation étroite avec plusieurs systèmes de ressources étudiés dans le sous-programme du Programme sur les ressources naturelles portant sur la base écologique du développement rural dans les régions tropicales humides, et c'est la reconnaissance de cette convergence d'intérêts qui a conduit à développer ce projet commun.

162. On a choisi une zone relativement à l'écart sur l'île de Palawan (Philippines), pour la réalisation de ce projet commun, car elle correspond bien au cadre conceptuel du sous-programme sur l'échange des techniques traditionnelles, et les systèmes de l'utilisation des ressources naturelles y sont étroitement intégrés. Par exemple, en montagne, les cultures itinérantes sont toujours pratiquées, tandis que plus bas les cycles de culture sont annuels. Dans les plaines, on trouve la riziculture inondée, et dans les régions côtières les mares poissonneuses d'eau saumâtre. L'eau et les échanges alimentaires sont par conséquent les plus évidents des liens nombreux qui réunissent ces systèmes de ressources "distribués verticalement". En outre, ces systèmes sont présents dans une zone relativement étroite, et les produits et les services couvrent principalement les besoins de subsistance des communautés locales plutôt que les besoins d'échange. Ainsi, ce projet servira de modèle pour l'analyse de la production et des variations saisonnières, pour des études de la perception par les habitants de ces systèmes de ressources, et des facteurs externes qui peuvent agir sur elle, et pour des études sur les mécanismes de décision ayant trait à la répartition et l'utilisation des ressources naturelles, de la main-d'oeuvre, du temps et du capital. L'effort conjugué des spécialistes des sciences de la nature et des sciences sociales devrait permettre au Programme de développement humain et social et au Programme sur les ressources naturelles de se compléter.

163. Une fois le projet commun conçu, un groupe de travail s'est rendu à Palawan, en avril 1979. On a procédé ensuite à une étude biologique et physique de la région du projet. Une réunion commune aux deux programmes est prévue à Palawan pour l'analyse de ces données et des résultats obtenus au cours de la première phase du projet.

C. Projets futurs

164. Deux autres projets d'interaction entre deux programmes sont actuellement l'objet de premières recherches. Le premier porte sur la production d'alimentation humaine et d'aliments pour le bétail dans le contexte des systèmes agro-sylvicoles (haies vives, arbres situés dans les prairies), et apportera une contribution aux programmes mondiaux contre la faim et sur les ressources naturelles. L'autre projet, plus théorique, sera l'organisation de journées d'étude communes au Programme sur les ressources naturelles et au Programme de développement humain et social, pour l'étude de l'utilisation d'énergie, comme indicateur, ou même objectif, du développement.

VIII. ACTIVITES DE SOUTIEN DES PROGRAMMES

A. Services culturels

165. Cette division soutient les programmes de l'Université en diffusant les connaissances produites grâce à leur réalisation ou venant d'autres sources, et fournissant aux programmes les diverses informations nécessaires. Ses fonctions englobent les publications, la bibliothèque du siège de l'Université et les services de documentation.

1. Publications

166. Le programme de publications de l'Université s'est considérablement étoffé au cours de l'année écoulée, à mesure que les résultats de ses premières activités de recherche ont été obtenus. Deux périodiques ont été lancés : le Food and Nutrition Bulletin, trimestriel, et ASSET (Abstracts of Selected Solar Energy Technology), mensuel.

167. Le Food and Nutrition Bulletin comprend des articles scientifiques et techniques sur le problème de la faim dans le monde et les efforts faits pour y remédier, une place de choix étant faite au Programme mondial contre la faim. Publié en collaboration avec le Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination des Nations Unies, il prend la relève du PAG Bulletin, qui était publié par le Groupe consultatif des Nations Unies sur les protéines. ASSET contient des notices bibliographiques sur des livres récemment parus, des articles, des rapports et des documents de travail récemment diffusés, l'accent étant mis sur l'information présentant un intérêt pour les communautés rurales des pays en développement. Cette publication constitue la base d'un réseau d'information regroupant, dans les pays en développement, des chercheurs et des ingénieurs qui risqueraient de rester isolés et de ne pas bénéficier d'une information utile.

168. Au cours de l'année écoulée, l'Université a également assuré la publication de 30 autres ouvrages destinés à informer les savants et les chercheurs des travaux menés au titre de ses programmes. Une série de publications a commencé dans chacun des trois programmes :

169. Le Programme mondial contre la faim a mis en route une série de publications techniques contenant des rapports sur les journées d'étude, conférences et autres réunions organisées au titre du Programme. On pourra ainsi diffuser largement l'information rassemblée au cours de telles réunions.

170. Le Programme de développement humain et social a lancé trois séries de publications : la série de publications sur le développement, la série de documents de recherche et la série des documents du Programme. Ces trois collections aideront à intensifier le dialogue international et la diffusion de l'information sur de nouvelles conceptions du développement et les approches et politiques correspondantes, discutées et analysées au cours de réunions organisées dans le monde entier.

171. Le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles a lancé une série de publications techniques et une série de rapports techniques où sont présentés les résultats des recherches, les rapports des réunions et les études sur l'état des questions entrant dans le domaine du programme. Les publications sont conçues non seulement pour les spécialistes de l'environnement, les géographes et les agronomes mais aussi pour les sociologues et les spécialistes du développement qui s'intéressent à la question du développement rural.

172. Le programme a également mis en route une collection dans laquelle des spécialistes très connus écriront un ouvrage entier sur leur spécialité. Un contrat a été passé avec un éminent chercheur qui écrira le premier ouvrage de cette collection, un livre sur les techniques architecturales permettant d'économiser l'énergie. On s'emploie activement à chercher des moyens de diffuser l'information de façon plus efficace, dans les langues locales, en coopérant avec des éditeurs locaux.

2. Services de documentation et bibliothèque

173. Le service de documentation continue à se développer régulièrement. La Bibliothèque de l'Université s'étoffe et son système de recouvrement de l'information en direct a commencé à fonctionner. On explore activement les différentes filières de diffusion des publications. D'autres travaux d'information sont également effectués sur l'ordinateur attaché aux services culturels, notamment le traitement automatique de l'exécution du budget et des listes d'adresses.

B. Services d'information

174. En septembre 1978, le Directeur de l'information, nouvellement nommé, a présenté un document sur la stratégie et le fonctionnement des services d'information, et ses recommandations ont été acceptées par le Comité exécutif. Ce document définissait l'objectif des services d'information : "parvenir à une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de l'Université parmi les hauts responsables et les formateurs de l'opinion, notamment dans les universités, le milieu des chercheurs, les hautes administrations et la communauté internationale, de façon à obtenir leur soutien à ses activités".

175. Compte tenu de l'état actuel du développement de l'Université et des ressources affectées à ce travail d'information, la principale recommandation du document était de concentrer les activités sur les matériaux écrits et sur les relations avec la presse et les moyens d'information. Le programme de publication a été révisé et enrichi, et à la fin de l'année, il comportait :

a) Une nouvelle version de Newsletter, plus riche en informations sur les programmes, avec un supplément intitulé "Travaux en cours", contenant des extraits de travaux de recherche et de rapports sur des journées d'étude et des colloques organisés par l'Université;

b) Un rapport annuel illustré contenant des matériaux complémentaires, conçu comme un exposé détaillé du rôle et des activités de l'Université;

c) Une brochure destinée à étayer la collecte de fonds, et contenant des informations essentielles sur l'Université, notamment les listes des membres des comités consultatifs et du Conseil, les coordonnateurs et le personnel;

d) Une brève brochure d'information sur l'Université intitulée "Talking Points", présentant de façon simple les faits et les chiffres essentiels sur l'Université et ses activités.

176. Le document recommandait également que des représentants soient présents dans les grands centres de l'information. Un fonctionnaire de l'information a été nommé à Londres (pour l'Europe occidentale, et les agences de presse et les maisons d'édition desservant l'Afrique et le monde arabe), et des contrats de durée limitée ont aussi été signés aux Etats-Unis. Le résultat est que des articles de l'Université ont paru dans des grands journaux comme Le Figaro (France), le Daily Telegraph, le Guardian, le Times Higher Educational Supplement (Royaume-Uni), le New York Daily News, le Washington Post, le Washington Star, le Christian Science Monitor (Etats-Unis), et Al Hawadess - Events (au Moyen-Orient). En outre, des articles portant sur l'Université ont été largement diffusés par Reuters et Gemini News. Plusieurs revues spécialisées ont publié des articles ou des informations sur les activités des programmes.

177. Les réunions consultatives, les journées d'étude et les colloques ont bénéficié d'une large publicité locale. Les centres d'information des Etats-Unis ont contribué à cette activité.

178. L'éditeur de Newsletter s'est rendu dans des établissements associés, aux Etats-Unis et au Canada, et a assisté à la conférence organisée par l'Université à Hawaii. Au cours de l'année, on a commencé à constituer une phototèque. L'Université a envoyé des photographes en Afrique occidentale et en Thaïlande; ils ont ramené des photos sur les projets. En coopération avec le Service d'information des Nations Unies (New York), de nouvelles séquences ont été filmées pour la mise à jour du film "Connaissances sans frontières".

179. Le Directeur de l'information a recommandé d'accentuer l'effort fait en direction du Japon. Un journaliste japonais expérimenté a été recruté comme fonctionnaire de l'information, pour le Japon, pour aider à accomplir cette tâche.

180. Une édition spéciale en japonais du film sur l'Université a été réalisée, grâce au concours d'un commentateur très connu de la NHK (société publique japonaise de télévision), spécialisé dans les affaires publiques; le film montre aussi des entretiens avec des chercheurs japonais associés aux travaux de l'Université. La distribution du film est assurée par les soins des associations pour les Nations Unies et pour l'UNESCO au Japon, et par les cinémathèques publiques. La première du film a eu lieu en janvier, réunissant environ 200 représentants des administrations, des établissements d'enseignement et d'autres organismes japonais. M. Yoshinori Maeda, membre du Conseil, a pris la parole avant la projection.

181. Des liens ont été noués avec l'Association japonaise pour les Nations Unies (47 chapitres) et l'Association japonaise pour l'UNESCO (243 chapitres), qui publient chacune un bulletin mensuel, à 70 000 exemplaires au total. L'Université y fait paraître chaque mois un article résumant ses activités. Plusieurs articles intéressants spécialement les lecteurs japonais, ont été écrits pour l'édition japonaise de Newsletter.

182. Le colloque asiatique du projet sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation, tenu à Kyoto en novembre 1978, a été très largement couvert dans la presse d'intérêt général ou les revues spécialisées et à la télévision, parfois pendant plusieurs mois.

183. Les progrès ont été modestes dans la réalisation des trois tâches importantes fixées par le Directeur de l'information dans son document : 1) la distribution de Newsletter et des autres publications étant encore trop peu efficace, on a commencé à réorganiser et améliorer les listes d'adresses, mais beaucoup reste à faire, 2) la collecte de l'information, au sein de l'Université et de ses réseaux, est une condition préalable de sa transmission effective à la presse; cela suppose la sélection de matériaux complexes et spécialisés et leur mise sous une forme plus accessible. Un petit groupe de rédacteurs indépendants, résidant à Tokyo, a été constitué pour faciliter cette tâche et, pour commencer, des articles sur les activités de l'Université au titre des programmes ont été écrits, 3) la coopération avec les établissements associés, les unités de recherche et les coordonnateurs régionaux et de projet est un aspect important du travail d'information de l'Université, où des progrès doivent être réalisés.

184. Le Directeur de l'information a assisté à deux réunions du CCINU (Comité commun d'information sur les Nations Unies), dont font partie les spécialistes de l'information des divers organismes des Nations Unies. Le "nouvel ordre de l'information" et les travaux du pool d'agences de presse des non-alignés, coordonnés par l'Agence Tanjug (Yougoslavie) sont des thèmes qui ont été discutés de façon approfondie au sein de ce comité. Le service de l'information s'emploie activement à étudier les moyens de coopérer avec le pool et les agences de presse qui le constituent.

C. Services administratifs

185. La Division des services administratifs continue à assurer la gestion, l'organisation des conférences, les services juridiques et administratifs de soutien de tous les programmes et divisions, et du personnel du siège de Tokyo. et sur le terrain.

186. Depuis la création de la section du budget, la Division comprend désormais six sections qui dépendent du Directeur de l'administration. Les cinq autres sections sont la section juridique, la section des conférences et des services généraux, la section du personnel, la section financière et le bureau de liaison de l'Université à New York. L'expansion mondiale des activités de l'Université a beaucoup alourdi la tâche de toutes les sections, et il est apparu nécessaire d'accroître les effectifs d'agents des services généraux de trois personnes de façon à maintenir l'efficacité de la Division. Pour l'exercice

budgétaire 1980, la Division compte donc 9 administrateurs, et 30 agents des services généraux. Pourtant, le pourcentage des ressources financières allant à la Division des services administratifs, dans le budget de l'Université est passé de 15 p. 100 en 1978 à 13 p. 100 en 1979, et à 12 p. 100 en 1980, selon la projection.

187. Le fonctionnement de toutes les sections de la Division a sensiblement été amélioré, à mesure que le personnel a gagné en expérience et s'est bien familiarisé avec les réglementations propres au système des Nations Unies. Une formation professionnelle complémentaire a été organisée dans certains cas aussi bien à Tokyo qu'à l'étranger.

IX. COLLECTE DE FONDS, FINANCEMENT ET BUDGET

A. Collecte de fonds

188. Des progrès importants ont été réalisés dans la collecte de fonds au cours de l'année. Deux grands pays industrialisés ont annoncé une contribution importante au Fonds de dotation : le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a promis environ 10 millions de dollars et la République fédérale d'Allemagne environ 4,4 millions de dollars. Parmi les pays en développement, la Thaïlande a souscrit un engagement de contribution à la dotation de 0,5 million de dollars. Les Gouvernements du Chili, de la Malaisie, du Nigéria, des Philippines et de la République-Unie de Tanzanie ont pour la première fois versé des contributions annuelles ou souscrit des engagements. Le Japon a versé 10 autres millions de dollars, portant sa contribution totale à 80 millions de dollars, chiffre à rapprocher de sa généreuse promesse de 100 millions de dollars.

189. La promesse de contribution britannique est destinée à la section du Fonds de dotation affectée aux activités intéressant les pays en développement; la création de cette section du Fonds de dotation a été approuvée par le Conseil de l'Université lors de sa neuvième session en novembre 1977. Les promesses de contribution reçues cette année contribuent à souligner l'importance du principe de la dotation, pour le financement de l'Université, et reflètent l'intérêt porté aux premières activités menées au titre de ses programmes.

190. Au total, au cours de l'année écoulée, 28 millions de dollars environ ont été soit annoncés soit versés, chiffre à comparer à celui de 16 millions de dollars en 1977-1978. Sur le total de l'année écoulée, 16 millions de dollars environ correspondent à de nouvelles annonces de contribution, le reste représentant des versements sur des promesses de contribution déjà faites, ou des contributions annuelles. Le montant total des sommes versées ou promises au titre du Fonds de dotation ou des opérations courantes, émanant de 26 Etats membres, ont atteint désormais 142,4 millions de dollars, 92,3 millions de dollars ayant déjà été reçus.

191. Plusieurs sources, liées ou non à des gouvernements, ont fourni des contributions destinées spécifiquement à des projets. Certaines de ces sommes ont été fournies directement à des établissements qui ont été le cadre de réunions organisées par l'Université. Au cours de l'année écoulée, 368 580 dollars environ ont été fournis ou promis par les organismes suivants : le Centre de recherche sur le développement international du Canada, la Fondation Toyota, du Japon, le Fonds japonais de commémoration de l'exposition universelle, la Société japonaise d'agrochimie, la Société japonaise d'alimentation et de nutrition, le Centre mexicain d'études économiques et sociales du tiers-monde, la Fédération internationale de parenté planifiée (Royaume-Uni), les Fondations Ford, Henry Luce et Rockefeller et le Chapitre de Long Beach de l'Association pour les Nations Unies (Etats-Unis).

192. Des contributions d'un montant moins élevé ont été reçues de particuliers au Japon. L'UNESCO a engagé la somme totale de 18 000 dollars pour des activités au titre de programmes. De plus, plusieurs gouvernements ou organismes ont fourni des

sommes en espèces ou apporté des contributions en nature pour l'organisation de réunions consultatives, de journées d'étude et de séminaires, ce qui est difficile à quantifier. Il faut noter également que le soutien financier apporté par l'Université aux établissements associés, aux unités de recherche et aux autres éléments des réseaux a à son tour aidé à l'obtention de ressources supplémentaires pour les activités de ces établissements, émanant des autorités nationales ou d'autres sources dans les pays correspondants.

193. Le Recteur et le Vice-Recteur chargés de la planification et du développement, se sont rendus, parfois pour la seconde fois, dans 15 pays, entre le 1er juin 1978 et le 31 mai 1979. En outre, des membres du personnel de la Division de la planification et du développement se sont rendus dans 10 pays. Le fonctionnaire de l'information en poste à Londres a entrepris plusieurs visites préparatoires dans les pays européens. Le bureau de liaison de l'Université à New York est en contact régulier avec les missions permanentes auprès des Nations Unies.

194. M. Abdelsalam Majali, qui est membre du Conseil, a accompagné le Vice-Recteur chargé de la planification et du développement lors d'une mission de collecte de fonds au Koweït et en Iraq en octobre 1978. Sa participation a été extrêmement utile à l'établissement de contacts de haut niveau avec les dirigeants de ces pays.

195. Pendant l'année écoulée, la Division de la planification et du développement, en coopération avec les programmes et les autres divisions de l'Université, a élaboré des stratégies de collecte de fonds conçues spécialement pour les diverses régions du monde. La Division a également participé à l'élaboration d'un plan budgétaire à moyen terme de l'Université pour la période de cinq ans 1979-1983. L'hypothèse de base est que l'Université a atteint une phase où, sans croissance importante des frais administratifs, il est possible de continuer à étoffer les activités au titre des programmes, dans le monde entier, si l'on obtient les ressources suffisantes. Bien que l'objectif à long terme du Fonds de dotation reste fixé à 500 millions de dollars, l'Université peut continuer avec confiance à développer les programmes, de façon régulière, à la condition que les versements et promesses de contribution au Fonds de dotation atteignent à peu près la moitié de cet objectif de 500 millions de dollars au cours de cette période de cinq ans.

196. Afin d'obtenir pleinement la coopération et le concours des ambassades, à Tokyo, et des missions permanentes auprès des Nations Unies, à New York, la Division de la planification et du développement a organisé des réunions au cours desquelles les diplomates ont été informés des travaux de l'Université; de telles réunions ont également été organisées, isolément ou collectivement, pour les membres d'un certain nombre de missions auprès des Nations Unies. Elles se sont révélées très utiles et se poursuivront.

197. Il faut garder à l'esprit que contrairement à la plupart des organismes des Nations Unies, l'Université n'est pas financée par des crédits annuels alloués par l'Assemblée générale ou par les Etats Membres. Son revenu est principalement constitué par les intérêts versés sur le Fonds de dotation, dont le capital est constitué des contributions volontaires des Etats Membres. Le Fonds de dotation comporte deux sections : l'une soutenant toutes les activités de l'Université, l'autre limitée aux activités intéressant les pays en développement. En outre, l'Université reçoit des contributions aux opérations courantes ou des concours à des projets spécifiques.

198. Le concept de fonds de dotation donne à l'Université la stabilité qu'exigent la planification et l'exécution des activités au titre de ses programmes, contribue à garantir l'objectivité de ses recherches et la protège des nombreuses pressions qui pourraient accompagner d'autres formes de financement. La Charte de l'Université lui donne l'autonomie au sein des Nations Unies, et notamment toute latitude pour la répartition de ses ressources entre les activités au titre de ses programmes. Sa gestion financière est assurée conformément aux dispositions applicables aux Nations Unies, et l'emploi de ses fonds est vérifié par le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies.

B. Financement et budget

1. Recettes

199. Pendant la période de 12 mois se terminant au 31 décembre 1978, les avoirs de l'Université des Nations Unies ont atteint 141 170 428 dollars des Etats-Unis. Ce total comprend 47 146 213 dollars correspondant à des contributions promises par les autorités nationales mais non versées.

200. Le montant total disponible du fonds des opérations générales a atteint, pour 1978, la somme de 7 430 402 dollars, chiffre qui comprend les intérêts versés sur le Fonds de dotation pendant l'année, soit 6 709 120 dollars.

201. Les recettes inscrites au budget de 1979 se montent à 10 180 240 dollars et sont réparties comme suit :

	<u>Dollars</u>
Intérêt versé sur le Fonds de dotation.....	7 300 440
Contribution aux opérations courantes ou soutien spécifique des programmes.....	578 350
Report de l'exercice précédent.....	<u>2 301 450</u>
Total.....	10 180 240

202. Les contributions aux opérations courantes ou à des programmes spécifiques sont versées par les gouvernements donateurs pour être affectées à des dépenses courantes, et non à titre de contribution au Fonds de dotation. L'utilisation de ces apports pour le financement des opérations courantes, avec l'accord des pays donateurs, a été approuvée par le Conseil lors de sa neuvième session.

203. Le report de l'exercice précédent résulte de l'excédent des recettes sur les dépenses au cours des quatre dernières années. Les sommes correspondantes restent en dépôt et portent un intérêt, jusqu'au moment où elles sont dépensées.

2. Dépenses

204. En 1978, les engagements de dépenses totales au titre des opérations de l'Université ont atteint 7 446 864 dollars des Etats-Unis, dont 1 707 796 correspondaient à des engagements non réglés au 31 décembre 1978. On trouvera ci-après les dépenses effectivement encourues en 1978 et leur niveau projeté en 1979.

1978 (dépenses effectives)

	<u>Dollars</u>	<u>Pourcentage</u>
Division des programmes.....	5 121 378	68,77
Services administratifs.....	1 397 507	18,77
Cabinet du Recteur.....	467 511	6,28
Planification et développement.....	318 149	4,27
Conseil.....	142 319	1,91
	<hr/>	
	7 446 864	100,00

1979 (prévisions)

	<u>Dollars</u>	<u>Pourcentage</u>
Division des programmes.....	7 533 440	74,00
Services administratifs.....	1 357 000	13,33
Planification et développement.....	515 200	5,06
Cabinet du Recteur.....	490 100	4,82
Conseil.....	284 500	2,79
	<hr/>	
	10 180 240	100,00

205. La ventilation des dépenses de la Division des programmes en 1979 est la suivante :

	<u>Dollars</u>	<u>Pourcentage</u>
Programmes (Dépenses externes) <u>a/</u>	4 926 800	65,40
Programmes (Dépenses internes) <u>b/</u>	1 134 700	15,06
Services d'information.....	1 011 980	13,43
Services culturels.....	459 960	6,11
	<hr/>	
	7 533 440	100,00

a/ Toutes les activités des programmes à l'exception des salaires et des dépenses communes de personnel.

b/ Traitements et salaires et dépenses communes de personnel des trois programmes.

206. Les sommes affectées en 1979 aux trois programmes sont réparties comme suit entre les dépenses internes et externes :

Dollars

	<u>Dépenses externes</u>	<u>Dépenses internes</u>
Programme mondial contre la faim.....	1 877 150	290 400
Programme de développement humain et social.....	1 662 000	443 500
Programme sur les ressources naturelles.	1 387 650	400 800
	4 926 800	1 134 700

207. Au moment où a été préparé le document portant le programme et le budget de l'Université pour 1979, on prévoyait que le revenu atteindrait 10 180 240 dollars. Au 1er mai 1979, il y a lieu de réviser en hausse d'un million de dollars le montant du revenu pour 1979. Les ressources supplémentaires ainsi disponibles seront utilisées pour l'expansion des activités au titre des programmes.

CONTRIBUTIONS DES ETATS MEMBRES AU FONDS DE DOTATION
AU 29 JUIN 1979

(en dollars des Etats-Unis)

	<u>Montants annoncés</u>	<u>Montants versés</u>
Japon	100 000 000 (sur cinq ans) (septembre 1973)	80 000 000
Royaume-Uni	10 416 667 (sur cinq ans) (décembre 1978) <u>a/</u>	2 000 000
Venezuela	10 000 000 (sur cinq ans) (août 1975)	4 000 000
Arabie Saoudite	5 000 000 (sur cinq ans) (mars 1977)	2 070 000
Soudan	5 000 000 (sur cinq ans) (décembre 1976)	-
Allemagne, République fédérale d'	4 395 604 (sur quatre ans) (avril 1979)	-
Ghana	2 500 000 (sur cinq ans) (mai 1976)	1 250 000
Sénégal	1 000 000 (sur cinq ans) (août 1977)	226 193
Inde	750 000 (sur cinq ans) (février 1977)	243 750
Thaïlande	500 000 (sur cinq ans) (mars 1979)	100 000
Suède	-	(août 1975) 231 215
Saint-Siège	-	(février 1977) 50 000
	<hr/>	<hr/>
Total	139 562 271	90 171 158
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>

a/ Section spéciale du Fonds de dotation consacrée aux activités menées au titre des programmes intéressant les pays en développement.

CONTRIBUTIONS NATIONALES AUX OPERATIONS COURANTES
OU A DES PROJETS PARTICULIERS

(annoncées ou versées au 29 juin 1979)

(en dollars des Etats-Unis)

Australie	238 800	(janvier 1977)
	61 600	(octobre 1977)
	72 000	(septembre et novembre 1978)
Suède	208 877	(novembre 1977)
	114 155	(février 1979)
Norvège	180 018	(avril 1976)
	189 251	(mai 1977)
	194 780	(février 1978)
	195 313	(annoncé décembre 1978)
Suisse a/	182 796	(annoncé février 1978; versé 115 491 dollars)
Pays-Bas	100 000	(juillet 1976)
	100 000	(juillet 1977)
	100 000	(décembre 1978)
Zaïre	100 000	(juillet 1977)
Jamahiriya arabe libyenne	50 000	(décembre 1976)
	50 000	(février 1977)
	50 000	(annoncé août 1977)
	25 000	(annoncé septembre 1978)
Philippines	50 000	(annoncé juin 1978; versé 10 000 dollars)
Nigéria	50 000	(décembre 1978)
Grèce	20 000	(janvier 1976)
	20 000	(décembre 1977)
	25 000	(juillet 1978)
	30 000	(juin 1979)
Sénégal	22 087	(janvier 1975)
	24 005	(juillet 1978)
République-Unie de Tanzanie	20 000	(février 1979)
Ghana	14 750	(mai 1975)
	14 790	(novembre 1975)
	14 790	(juin 1977)
Malaisie	10 000	(juillet 1978)
	10 000	(mars 1979)
Tunisie	10 000	(annoncé novembre 1977; versé 5 183 dollars)
Chili	5 000	(mars 1979)
Chypre	1 291	(juin 1978)
Total	<u>2 554 303</u>	

a/ Soutien à un projet particulier.

CONCOURS A DES PROJETS PARTICULIERS EMANANT D'AUTRES SOURCES

(montants reçus ou annoncés au 29 juin 1979)

(en dollars des Etats-Unis) a/

Canada

Centre de recherches sur le développement
international..... 42 735 b/ 1978

Japon

Fondation Toyota..... 25 150 1978
Fonds japonais de commémoration de
l'Exposition universelle..... 16 745 b/ annoncé en 1979
Société d'agrochimie et société japonaise
d'alimentation et de nutrition..... 3 450 b/ annoncé en 1979

Mexique

Centre d'études économiques et sociales du
tiers-monde..... 12 500 b/ 1978

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

Fédération internationale de parenté
planifiée..... 30 000 b/ annoncé en 1979

Etats-Unis d'Amérique

Fondation Ford..... 108 000 annoncé en 1978;
versé 83 000 dollars
Fondation Henry Luce..... 90 000 annoncé en 1978
versé 60 000 dollars
Fondation Rockefeller..... 20 000 b/ 1977/1978
Association pour les Nations Unies,
Chapitre de Long Beach..... 2 000 1978/1979

UNESCO

18 000 annoncé en 1978
versé 5 000 dollars

Total : 368 580

a/ Au Japon, des particuliers ont aussi apporté des contributions.

b/ Montants versés directement aux établissements où se déroulent des activités de l'Université des Nations Unies.

ANNEXE V

Membres des comités consultatifs des programmes et coordonnateurs
des programmes et projets de l'Université des Nations Unies

A. Programme mondial contre la faim

1. Membres du Comité consultatif

- [✱]M. Guillermo Arroyave, coordonnateur interrégional pour l'Amérique et coordonnateur résident de l'Université des Nations Unies;
- M. Moisés Béhar, chef du Service de nutrition de l'Organisation mondiale de la santé, Genève (Suisse);
- M. Sol H. Chafkin, Division des affaires nationales et du développement social, Fondation Ford, New York (Etats-Unis d'Amérique);
- Mme Freda Chale, administratrice de programme, FISE, Dar-es-Salaam (Tanzanie);
- Mme Wenche Barth Eide, Institut de recherche nutritionnelle de l'Ecole de médecine de l'Université d'Oslo, Oslo (Norvège);
- M. Yujiro Hayami, Faculté d'économie de l'Université métropolitaine de Tokyo, Tokyo (Japon);
- M. Mogens Jul, professeur de conservation des aliments, Université royale de sciences vétérinaires et d'agronomie, Copenhague (Danemark);
- M. Paul Lunven, chef du Service des évaluations alimentaires et nutritionnelles de la Division des politiques alimentaires et de la nutrition, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome (Italie);
- M. H. A. B. Parpia, conseiller principal, Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, Centre de recherche sur le développement, Département de l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, Rome (Italie);
- M. D. Picou, Réseau médical des Petites Antilles, Hôpital général de l'Université des Indes occidentales, Trinité-et-Tobago;
- [✱]M. Fred T. Sai, coordonnateur interrégional pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe;
- M. Tasho A. Tashev, professeur à l'Institut de nutrition de Sofia (Bulgarie);
- M. Roger G. Whitehead, directeur, Laboratoire de nutrition Dunn, Université de Cambridge et Conseil de la recherche médicale, Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

✱ Membre de droit.

2. Coordonnateurs

- M. Guillermo Arroyave, coordonnateur résident de l'UNU, coordonnateur inter-régional du Programme mondial contre la faim pour l'Amérique, Institut de la nutrition de l'Amérique centrale et du Panama, Guatemala (Guatemala);
- M. J. C. Dillon, coordonnateur résident de l'UNU, Centre de recherches en nutrition, Université Laval, Québec (Canada);
- M. Rodolfo Florentino, coordonnateur résident de l'UNU, Centre philippin de la nutrition, Makati (Philippines);
- M. Miguel Layrisse, coordonnateur résident de l'UNU, Institut vénézuélien de la recherche scientifique, Caracas (Venezuela);
- M. Shinji Matsuura, coordonnateur résident de l'UNU, Institut national de recherche alimentaire, Tsukuba (Japon);
- M. C. P. Natarajan, coordonnateur résident de l'UNU, Institut central de recherches sur les techniques alimentaires, Mysore (Inde);
- M. Fred T. Sai, coordonnateur interrégional du Programme mondial contre la faim pour l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe, Institut de recherches statistiques, sociales et économiques, Université du Ghana, Legon (Ghana);
- M. E. M. Thain, coordonnateur résident de l'UNU, Institut des produits tropicaux, Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
- M. Ricardo Uauy, coordonnateur résident de l'UNU, Institut de nutrition et de technologie alimentaire, Université du Chili, Santiago (Chili);
- Mme Barbara Underwood, coordonnatrice résidente de l'UNU, administratrice adjointe du Programme mondial contre la faim, Programme international de politique alimentaire et nutritionnelle, Massachusetts Institute of technology et Harvard School of Public Health, Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique).

B. Programme de développement humain et social

1. Membres du Comité consultatif

- ✧ M. Anouar Abdel-Malek; coordonnateur de projet;
- M. Samir Amin, directeur de l'Institut africain du développement et de la planification économiques, Dakar (Sénégal);
- Mme Elise Boulding, Dartmouth College, Hanover, New Hampshire (Etats-Unis d'Amérique);
- M. Celso Furtado, professeur de développement économique à l'Université de Paris (France);

✧ Membre de droit.

- ‡ M. Johan Galtung, coordonnateur de projet;
- M. J. W. Golebiowski, directeur de l'Institut d'études du travail, Université de Varsovie (Pologne);
- M. Manuel Perez Guerrero, ministre d'Etat chargé des affaires économiques internationales, Caracas (Venezuela);
- ‡ M. Takeshi Hayashi, coordonnateur de projet;
- ‡ M. Amilcar Herrera, coordonnateur de projet;
- M. J. Ki-Zerbo, ancien directeur de l'éducation, Ministère national de l'éducation, Ouagadougou (Haute-Volta);
- M. Rajni Kothari, président du Conseil indien de la recherche en science sociale, New Delhi (Inde);
- M. Michio Nagai, professeur au Collège international de l'Université Sophia, et ancien ministre de l'éducation, Tokyo (Japon);
- M. K. Soedjatmoko, conseiller, Agence de planification du développement national, République d'Indonésie, Djakarta (Indonésie);
- ‡ M. Chandra Soysa, coordonnateur de projet;
- M. Rodolfo Stavenhagen, El Colegio de México, Mexico (Mexique);
- M. Alain Touraine, Maison des sciences de l'homme, Centre national de la recherche scientifique, Paris (France).

2. Coordonnateurs

- M. Anouar Abdel-Malek, coordonnateur du projet sur les alternatives socio-culturelles du développement dans un monde en mutation, Maison des sciences de l'homme, Centre national de la recherche scientifique, Paris (France);
- M. Johan Galtung, coordonnateur du projet sur les objectifs, processus et indicateurs de développement, services de l'UNITAR à Genève (Suisse);
- M. Takeshi Hayashi, coordonnateur du projet sur l'expérience japonaise en matière de transfert, de transformation et de développement de la technologie, Bureau de planification de la recherche de l'Institut des économies en développement, Tokyo (Japon);
- M. Amilcar Herrera, coordonnateur du projet sur les systèmes de recherche et de développement en milieu rural, Université d'Etat de Campinas, Etat de São Paulo (Brésil);
- M. Chandra Soysa, coordonnateur du projet sur l'échange des techniques traditionnelles, Institut Marga, Colombo (Sri Lanka).

‡ Membre de droit.

C. Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

1. Membres du Comité consultatif

☒ M. Eric Bird, coordonnateur de projet;

Mme Margaret Biswas, Institut international d'analyse appliquée des systèmes,
Laxenburg (Autriche);

☒ M. Gerardo Budowski, coordonnateur de projet;

M. James M. Harrison, conseiller et consultant, ancien vice-ministre adjoint,
Ministère de l'énergie et des ressources minières du Canada, et ancien
directeur général adjoint du programme sur la science et la technologie,
UNESCO, Ottawa (Canada);

☒ M. Jack D. Ives, coordonnateur de projet;

M. I. Kobori, professeur, Faculté des sciences de l'Université de Tokyo (Japon);

☒ M. Maurice Lévy, coordonnateur de projet;

☒ M. Jack A. Mabbutt, coordonnateur de projet;

☒ M. G. J. Afolabi Ojo, coordonnateur de projet;

☒ M. Kenneth Ruddle, coordonnateur de projet;

M. Sanga Sabhasri, secrétaire général du Conseil national de la recherche de
Thaïlande, Bangkok (Thaïlande);

M. Didin S. Sastrapradja, vice-président pour les ressources naturelles,
Institut indonésien des sciences, Djakarta (Indonésie);

M. Gilbert F. White, ancien directeur de l'Institut des sciences du compor-
tement, Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis d'Amérique):

M. Michael J. Wise, professeur à la "London School of Economics and Political
Sciences", Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

2. Coordonnateurs

M. Eric Bird, coordonnateur du projet sur la gestion des zones côtières,
Département de géographie de l'Université de Melbourne, Parville,
Victoria (Australie);

M. Gerardo Budowski, coordonnateur du projet sur les systèmes agro-sylvicoles,
chef du programme sur les ressources naturelles renouvelables, Centre de
recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, Turrialba
(Costa Rica);

* Membre de droit.

- M. Jack D. Ives, coordonnateur du projet sur les systèmes d'interaction entre hautes et basses terres, directeur de l'Institut de recherches arctiques et alpines de l'Université du Colorado, Boulder, Colorado (États-Unis d'Amérique);
- M. Maurice Lévy, coordonnateur du projet sur l'énergie pour les communautés rurales, Laboratoire de physique théorique et des hautes énergies, Université Pierre et Marie Curie, Paris (France);
- M. Jack A. Mabbutt, coordonnateur du projet sur l'évaluation de l'application des connaissances aux problèmes des terres arides, Université des Nouvelles-Galles du Sud, Sydney (Australie);
- M. G. J. Afolabi Cjo, coordonnateur du projet sur les systèmes énergétiques ruraux, Département de géographie, Université d'Ife, Ile-Ife (Nigéria);
- M. Kenneth Ruddle, coordonnateur du projet sur les systèmes d'interaction entre l'eau et le sol, consultant et chercheur associé, Musée national d'ethnologie d'Osaka (Japon).

Membres du personnel de l'Université des Nations Unies

Cabinet du Recteur

M. James M. Hester, recteur
M. Saburo Okita, conseiller principal du Recteur
M. José V. Abueva, secrétaire de l'Université
M. José Mata, assistant spécial

Planification et développement

M. Alexander A. Kwapong, vice-recteur
M. S. Chidambaranathan, fonctionnaire principal chargé des relations avec les gouvernements et les institutions
M. Vagn Kjellberg, fonctionnaire chargé des relations avec les gouvernements et les institutions

Programme mondial contre la faim

M. Nevin S. Scrimshaw, conseiller principal du Recteur
Mme Maria A. Tagle, administratrice principale de programme
Mme Rozanne Chorlton, administratrice adjointe de programme
M. William Rand, administrateur de programme (chercheur)

Programme de développement humain et social

M. Kinhide Mushakoji, vice-recteur
M. Ponna Wignaraja, administrateur principal de programme
M. Pedro Henriquez, administrateur de programme
M. Hossam Issa, administrateur de programme

Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles

M. Walther Manshard, vice-recteur
M. Richard S. Odingo, administrateur principal de programme
M. Walter C. Shearer, administrateur de programme
M. Lee H. MacDonald, administrateur de programme adjoint

Services culturels

M. Shigeo Minowa, chef des services culturels

Services de l'information

M. R. A. Fleming, directeur

Division des services administratifs

M. Douglas T. Manson, directeur de l'administration
M. Zdenek Seiner, conseiller juridique
M. Rabinder N. Malik, chef des services généraux et des conférences
M. Leslie Schenk, chef du personnel
M. Akio Komatsuki, chef des services financiers, fonctionnaire de liaison avec le Gouvernement japonais
M. Wayne Ching, fonctionnaire du budget
M. Hironobu Shibuya, chef du bureau de liaison de l'Université à New York

Avis du Conseil de l'Université des Nations Unies au sujet
de la proposition de la République du Costa Rica visant à
créer une université pour la paix

(Présenté au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à
la demande du Recteur et du Conseil de l'Université des Nations Unies)

1. Le Conseil de l'Université des Nations Unies a étudié avec soin la résolution 33/109 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1978, par laquelle le Secrétaire général était prié de transmettre le texte de la proposition du Président de la République du Costa Rica visant à créer une université pour la paix au sein du système de l'Université des Nations Unies.
2. Le Conseil était également saisi du texte de la décision 5.1.2 adoptée par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa 107ème session.
3. A sa douzième session, le Conseil a eu le privilège d'entendre le Vice-Président de la République du Costa Rica qui a exposé la proposition novatrice et constructive du Président de la République du Costa Rica.
4. Lorsqu'il a examiné cette proposition, le Conseil a tenu pleinement compte des objectifs de l'Université tels qu'ils sont énoncés au paragraphe 1 de l'article 1 de sa charte : "L'Université des Nations Unies est une communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies". En outre, la charte stipule, au paragraphe 3 de l'article 1, que les programmes de recherche de l'Université concerneront notamment "la coexistence entre les peuples ayant des cultures, des langues et des systèmes sociaux différents /et/ les relations pacifiques entre les Etats et le maintien de la paix et de la sécurité". Il ressort donc que, parmi les objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies, celui que l'Université a pour mission de promouvoir est, au premier chef, conformément à sa propre charte, est le maintien de la paix et de la sécurité internationales.
5. Tous les programmes actuels de l'Université - le Programme mondial contre la faim, le Programme de développement humain et social et le Programme sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles - sont conçus afin que puissent être établis les conditions, les structures et les processus de développement qui contribuent à la paix et à la sécurité internationales. Dans le cadre de son programme de développement humain et social, l'Université des Nations Unies a élaboré, en collaboration avec plusieurs organismes, notamment l'UNESCO, la Commission des droits de l'homme, l'Académie de droit international de La Haye et différents instituts de recherche sur la paix, un projet de recherche portant sur les droits de l'homme, la paix et le droit international. Elle compte développer ce projet si des ressources financières supplémentaires sont mises à sa disposition.
6. Compte tenu des objectifs de l'Université et des programmes qu'elle a entrepris en faveur de la paix et du développement, le Conseil de l'Université se félicite de l'initiative du Président de la République du Costa Rica.

7. L'idée ambitieuse d'une université pour la paix n'en étant encore qu'à un stade initial, le Conseil ne peut déterminer à l'heure actuelle si cette nouvelle université pourrait s'intégrer au système de l'Université des Nations Unies et selon quelles modalités cela se ferait. Préoccupé par les difficultés de financement de ce système, le Conseil souligne que le financement de la nouvelle université devrait être planifié et organisé de façon à ce qu'elle ne dépende pas financièrement de l'Université des Nations Unies.

8. Néanmoins, il examinera avec la plus grande attention la possibilité d'associer l'Université pour la paix à ses activités en tant qu'institution associée si celle-ci, en tant qu'organe autonome, élabore des programmes qui contribuent au bon fonctionnement du réseau d'institutions associées au système de l'Université des Nations Unies. A l'heure actuelle, ce réseau comprend 23 institutions associées et plus de 80 unités de recherche et de formation.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
